



**COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2005
ANNEXES**

(en millions d'euros)

Le 1^{er} mars 2006

SOMMAIRE

(Chiffres exprimés en millions d'euros)

NOTES

1. **Faits significatifs de l'exercice** (page 4)
2. **Principes comptables et méthodes d'évaluation en normes IFRS** (page 7)
3. **Transition au 1^{er} janvier 2004 et 31 décembre 2004 : états financiers consolidés / normes françaises et normes IFRS** (page 27)
4. **Actif non courant** (page 37)
5. **Actif courant** (page 47)
6. **Information s/capitaux propres consolidés** (page 50)
7. **Provisions non courantes et courantes** (page 52)
8. **Actifs et Passifs d'impôts non courants** (page 54)
9. **Dettes financières non courantes et courantes** (page 56)
10. **Principaux éléments de variation de l'endettement net** (page 58)
11. **Passifs courants** (page 59)
12. **Analyse du chiffre d'affaires et autres produits de l'activité** (page 60)
13. **Résultat opérationnel** (page 61)
14. **Coût de l'endettement financier net / autres produits et charges financiers** (page 62)
15. **Charge d'impôt** (page 63)
16. **Résultat net et résultat dilué par action** (page 64)
17. **Information sectorielle** (page 65)
18. **Instruments financiers** (page 69)
19. **Engagements hors bilan** (page 71)
20. **Effectifs, engagements envers le personnel et participation** (page 74)
21. **Informations sur les parties liées et les avantages des organes d'administration et de direction** (page 76)
22. **Informations complémentaires sur le tableau des flux de trésorerie** (page 77)
23. **Honoraires des commissaires aux comptes** (page 78)
24. **Informations sur les modifications de périmètre : activités en cours de cession** (page 79)
25. **Principaux taux de conversion** (page 80)
26. **Liste des sociétés consolidées** (page 81)

- Au 31 décembre 2005 les comptes consolidés du groupe Bouygues sont réalisés conformément aux principes et méthodes définis par le référentiel international IFRS : International Financial Reporting Standards tels qu'adoptés par l'Union européenne (règlement 1606 / 2002 du Conseil européen du 19 juillet 2002).

- Ils présentent en millions d'euros :
 - ✓ Le Bilan et le Compte de résultat
 - ✓ Le Tableau de variation des capitaux propres
 - ✓ Le Tableau des flux de trésorerie
 - ✓ L'Annexe

Ils sont présentés comparativement avec les comptes consolidés au 31 décembre 2004 (également établis en normes IFRS).

1. 1. 1^{ER} JANVIER 2005 : TRANSITION VERS LES NORMES IFRS

- En application du règlement n°1606 / 2002 du Conseil européen adopté le 19 juillet 2002, les sociétés cotées sur un marché réglementé de l'un des Etats membres, doivent établir pour le premier exercice clos à compter du 1^{er} janvier 2005, leurs comptes consolidés selon le référentiel international de l'IASB (normes IFRS : International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union européenne.
- Au 1^{er} janvier 2004, l'analyse chiffrée détaillée de la transition du bilan, y compris les principes généraux de passage aux IFRS, ont été publiés au chapitre des « Informations juridiques et financières » du Groupe dans le document de référence 2004 (page 89).
- Au 31 décembre 2004, l'analyse chiffrée détaillée de la transition IFRS : bilan / variation des capitaux propres / compte de résultat / tableau des flux, a été publiée sur le site Internet du Groupe (finances / actionnaires / normes IFRS).
- Le choix des normes mises en œuvre dans les comptes 2005 correspond aux hypothèses du Groupe sur le contenu du référentiel applicable au 31 décembre 2005.
- Des précisions ou interprétations concernant certaines opérations spécifiques restent attendues de l'IASB ou de l'IFRIC :
 - programme de fidélisation des clients (Bouygues Telecom).
 - délégations de services publics (concessions...);

A ce titre le Groupe détient des participations dans des sociétés titulaires de contrats de concessions et PPP (Partenariat Public Privé), dont la plupart sont mises en équivalence. La comptabilisation de ces contrats selon les normes IFRS n'a pas d'impact significatif.

Le nouveau contrat Portsmouth chez Colas, intégrée globalement, est comptabilisé selon le modèle de la « créance financière » (interprétation provisoire de l'IFRIC).

- Les comptes consolidés IFRS établis au 1/1/2004 (bilan d'ouverture), et 31 décembre 2004, n'ont pas fait l'objet de modification par rapport aux précédentes publications.

1. 2. PERIMETRE CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2005

• Principales variations de périmètre 2005

983 situations consolidées. La progression de + 57 entités consolidées par rapport au 31 décembre 2004 concerne majoritairement les acquisitions de Colas. A noter le complément de participation de 6,5% dans Bouygues Telecom, pris en compte sur la base de la promesse d'achat consentie à BNP Paribas (voir chapitre 1. 5.).

1. 3. DISTRIBUTION EXCEPTIONNELLE DE 1,7 MILLIARD D'EUROS (le 7 janvier 2005)

L'assemblée générale des actionnaires du 7 octobre 2004, a approuvé une distribution exceptionnelle de 5 euros par action (1,7 milliard d'euros) ; le coupon correspondant a été mis en paiement le 7 janvier 2005. Affectée au bilan en "Autres dettes non financières" à fin décembre 2004, la dette a été soldée des comptes présentés en 2005 après règlement.

1. 4. CESSIION DE SAUR A PAI PARTNERS

La cession des titres Saur a été prise en compte au 31 décembre 2004. La créance PAI Partners de 1 031 millions d'euros, figurant en "Créances diverses" à cette date, a été encaissée courant février 2005.

A l'issue de l'opération, le groupe Bouygues détenait 15 % de la société holding de Saur : NOVASAUR (ex-Financière Gaillon).

Courant 2005, la participation de Bouygues dans NOVASAUR a été réduite de 15% à 9,9%, Bouygues n'exerçant plus d'influence notable sur cette société (nombre d'administrateurs inférieur au seuil fixé par les pactes d'actionnaires).

1. 5. PARTICIPATION DE BOUYGUES DANS BOUYGUES TELECOM

Bouygues a consenti à BNP Paribas une promesse d'achat de sa participation de 6,5% dans le capital de Bouygues Telecom exerçable à tout moment du 1^{er} septembre 2005 au 31 juillet 2007 à un prix compris entre 477 et 495 millions d'euros, selon la date d'exercice de la promesse.

Dans le même temps, le groupe BNP Paribas a consenti à Bouygues une promesse de vente de cette participation exerçable du 1^{er} au 30 septembre 2007, au prix de 497 millions d'euros.

Cette opération a été prise en compte de la façon suivante au 31 décembre 2005 :

- augmentation des dettes financières long terme (valeur actualisée au 31 décembre 2005)	=	460
- réduction des intérêts minoritaires BNP Paribas	=	(130)
- augmentation du goodwill à l'actif	=	320
- charge 2005 d'actualisation de la dette prise au compte de résultat (6 mois s/2005)	=	(10)

1. 6. PLAN D'ÉPARGNE ENTREPRISE : PRISE EN CHARGE DE LA DÉCOTE SUR ACTIONS

Le Conseil d'administration de Bouygues a décidé lors de sa séance du 21 juin 2005 de créer un nouveau fonds commun de placement entreprise "à effet de levier" pour les salariés du Groupe, ces derniers bénéficiant d'une décote de 20% sur le prix de l'action déterminé sur la base des 20 derniers cours de bourse précédant cette date.

L'avantage octroyé aux salariés au titre de cette opération d'un montant de 30 millions d'euros a été constaté en charges de personnel lors de l'établissement des comptes consolidés au 30 juin 2005.

1. 7. EMPRUNT OBLIGATAIRE DE 750 MILLIONS D'EUROS

Bouygues a lancé en juillet 2005, une émission obligataire de 750 millions d'euros, à échéance de juillet 2020. L'emprunt est réalisé au prix d'émission de 99,804%, il porte intérêt au taux de 4,25%.

Cet emprunt permet de rallonger l'échéance moyenne de la dette.

1.8. BOUYGUES TELECOM : AMENDE CONCURRENCE

Le Conseil de la concurrence a condamné le 1er décembre 2005 Bouygues Telecom à payer une amende de 58 millions d'euros pour pratique « d'entente » supposée ; il a été fait appel de cette condamnation par celle-ci ; pour les trois opérateurs mobiles français, l'amende globale s'élève à 534 millions d'euros.

La charge est prise en compte au compte de résultat dans la rubrique : « Autres produits et charges opérationnels » ; l'incidence sur la part du groupe Bouygues est de (52) ; l'ensemble de cette rubrique représente 104 millions d'euros détaillés en note 13.

1. 9. FAITS SIGNIFICATIFS ET VARIATIONS DE PERIMETRE POSTERIEURS AU 31 DECEMBRE 2005

- Le 31 janvier 2006, Bouygues a émis un complément de 250 millions d'euros à l'emprunt obligataire initial de 750 millions d'euros (voir note 1.7), à échéance de 2020 ; celui-ci a été encaissé le 20 février 2006 (prix d'émission 97,203 % et intérêt à 4,25 %).
- **TPS** : TF1 et M6 qui contrôlent ensemble le bouquet satellitaire TPS respectivement à hauteur de 66 % et 34 % ont signé le 6 janvier 2006 un accord industriel avec Vivendi Universal, maison-mère du groupe de télévision à péage Canal +, visant à rapprocher les activités de télévision payante en France de Canal + et de TPS.

Le projet d'accord est soumis à l'approbation des autorités françaises de la concurrence, et avis du CSA.

Pour les exercices 2005 et 2004 les charges et produits TPS ont été exclus de l'activité présentée au compte de résultat conformément à la norme IFRS 5. Le résultat net de l'exercice figure sur la ligne « résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession ; il en a été de même pour les actifs et passifs au bilan à fin 2005, présentés sur une ligne distincte « Actifs (Passifs) en cours de cession d'activité ».

2. 1. PRESENTATION DES NORMES ET OPTIONS APPLIQUEES EN NORMES IFRS

En application du règlement n°1606 / 2002 du Conseil européen adopté le 19 juillet 2002, le groupe Bouygues a établi ses comptes consolidés selon le référentiel international émis par l'IASB (normes IFRS : International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union européenne.

Les normes comptables internationales comprennent les IFRS, les IAS (International Accounting Standards), et leurs interprétations (SIC et IFRIC).

Le Groupe a appliqué l'ensemble des normes et interprétations en vigueur au sein de l'Union européenne au 31 décembre 2005.

Le Groupe a appliqué par anticipation dès le 1^{er} janvier 2004 les normes IAS 32 et 39 relatives aux instruments financiers.

Les principes et méthodes comptables du Groupe sont décrits ci-après. Dans quelques cas, les normes IFRS laissent le choix entre l'application d'un traitement de référence ou d'un autre traitement autorisé. Nous indiquons ci-après les principales options du Groupe.

Le Groupe n'a pas opté pour l'application anticipée des normes, amendements et interprétations ci-après : IFRS 7 (dispositions au titre des instruments financiers) : au 1^{er} janvier 2007. IAS 19 révisée (avantages du personnel) au 1^{er} janvier 2006, et IAS 39 pour certaines évolutions d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2006.

2. 1. 1. Bases de préparation des états financiers

Les états financiers sont préparés selon la convention du coût historique à l'exception de certains éléments notamment les actifs et passifs financiers qui sont évalués à la juste valeur.

Pour préparer les états financiers conformément aux IFRS, des estimations et des hypothèses ont été faites ; elles ont pu affecter les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des états financiers, et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice.

Ces estimations et appréciations sont évaluées de façon continue sur la base d'une expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement des appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Enfin, en l'absence de normes ou interprétations applicables à une transaction spécifique, le Groupe a fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables, afin que les états financiers :

- présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie du Groupe
- traduisent la réalité économique des transactions
- soient neutres, prudents, et complets dans tous leurs aspects significatifs

2. 1. 2. Rappel des options comptables liées à la première adoption des normes IFRS au 1^{er} janvier 2004 (IFRS 1) :

Les conditions de transition de l'ancien référentiel français vers celui des normes IFRS ont été définies par la norme IFRS 1 "Première adoption des normes internationales d'information financière (FTA)" qui prévoit une application rétrospective au 1^{er} janvier 2004 des principes comptables.

L'incidence des divers retraitements appropriés a été comptabilisée en capitaux propres consolidés au 1^{er} janvier 2004.

Hormis celles indiquées ci-après, le Groupe n'a pas utilisé les autres options ou exemptions permises par la norme IFRS 1, au principe d'application rétrospective des IFRS à la date de transition, notamment pour :

- Regroupements d'entreprises
- Juste valeur ou réévaluation utilisée comme coût présumé

Immobilisations corporelles et incorporelles (IAS 16 et 38)

Le groupe Bouygues a retenu la méthode d'évaluation du coût historique amorti pour l'évaluation postérieure à la comptabilisation initiale de ses actifs corporels et incorporels, et a appliqué ce traitement de manière rétrospective à l'ensemble de ses actifs.

Les immobilisations corporelles ont été reprises au 1^{er} janvier 2004 en prenant en compte l'estimation d'une valeur résiduelle terminale et d'une durée d'amortissement spécifique à chacun des composants définis pour l'immobilisation concernée (installations, matériels, constructions...). L'écart déterminé entre la valeur nette comptable (selon référentiel français), et celle ainsi reconstituée selon normes IFRS a été affecté aux capitaux propres consolidés.

Conformément aux définitions et présentations du référentiel IFRS, certains reclassements inter-rubriques ont été pratiqués.

Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises réalisés antérieurement au 1^{er} janvier 2004 (date de première application des normes IFRS) n'ont pas été retraités rétrospectivement selon les dispositions de la norme IFRS 3. Les écarts d'acquisition et écarts d'évaluation affectés aux actifs ou passifs à cette date, sont repris pour leur valeur d'origine (sous déduction des amortissements cumulés et des pertes de valeur éventuelles, comptabilisés à fin 2003).

A noter qu'en normes IFRS les écarts d'acquisition ne font plus l'objet d'amortissement linéaire.

Les parts de marché nées des écarts d'évaluation des entités acquises, ont été réaffectées au 1^{er} janvier 2004 à la rubrique "Goodwill". Dans le cadre du référentiel français, les parts de marché faisaient l'objet de tests de dépréciation déterminés dans les mêmes conditions que celles prévues par les normes IFRS (utilisation des unités génératrices de trésorerie définies : UGT). L'application des nouvelles règles n'a eu aucun impact sur les évaluations à fin 2004, par rapport aux évaluations en normes françaises.

Réserve de conversion

La réserve de conversion existante au 1^{er} janvier 2004 en référentiel français a été remise à zéro, selon option offerte par la norme IFRS 1, par affectation à la rubrique "Report à nouveau" ; opération sans impact sur le montant global des capitaux propres consolidés.

Ecart actuariels

Au 1^{er} janvier 2004, les écarts actuariels concernant les engagements du Groupe calculés au titre des indemnités de fin de carrière (IFC) ont été pris en compte dans la rubrique "Provisions non courantes", en contrepartie des capitaux propres consolidés (remise à zéro de la méthode dite du "corridor"). Les gains et pertes actuariels ultérieurs restent appréciés dans le cadre de la méthode ci-avant.

Paiement sur la base d'actions (IFRS 2)

Le Groupe applique la norme IFRS 2 à compter du 1^{er} janvier 2004 pour tous les plans octroyés postérieurement au 7 novembre 2002, et dont la date d'acquisition des droits est postérieure au 1^{er} janvier 2005.

Ventes immobilières en l'état futur d'achèvement

L'application des normes IFRS a modifié la présentation comptable de ce type de ventes. En normes françaises, à la signature du client, la globalité de la vente notariée était prise en compte "Clients" par la contrepartie d'un compte de régularisation passif. Le chiffre d'affaires restait appréhendé au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

En normes IFRS, seule cette dernière opération demeure présentée (clients / chiffre d'affaires), selon avancement de l'opération immobilière.

Instruments financiers (IAS 32 et 39)

Le Groupe a pris en compte par anticipation dès le 1^{er} janvier 2004, les impacts liés à l'application de la norme IAS 39 sur les instruments financiers. Ils concernent pour l'essentiel les instruments de couverture (risque de taux ou risque de change). Leur montant à cette date n'était pas significatif.

2. 2. METHODES DE CONSOLIDATION ET COMPTABILISATION DES TITRES DE PARTICIPATION

- Les sociétés sur lesquelles Bouygues exerce le contrôle sont consolidées par intégration globale.

Contrôle exclusif sur TF1 :

- Bouygues détient 42,89% du capital et 42,94% des droits de vote de TF1. Elle est liée par un pacte d'actionnaires avec la Société Générale en vertu d'une décision CBV du 11 février 1994, considérée ainsi comme agissant de concert⁽¹⁾.
- Bouygues exerce un contrôle exclusif sur TF1 fondé sur les points ci-après :
 - a) Bouygues détient de façon continue et régulière une forte majorité des droits de vote en assemblée générale des actionnaires de TF1
 - b) aucun autre actionnaire ne détenait directement ou indirectement une fraction de droits de vote supérieure à celle détenue par Bouygues

La détermination par Bouygues, seule, des décisions en assemblée générale est manifeste sur une période d'au moins deux exercices successifs (article L233-16 II du code de commerce).

On peut y ajouter :

- la prédominance de Bouygues au sein du concert d'actionnaires,
- le nombre élevé de postes d'administrateurs alloués à Bouygues au sein du Conseil d'administration de TF1,
- le rôle de Bouygues dans la nomination des principaux dirigeants de TF1...

Le contrôle exclusif exercé par Bouygues sur TF1 est ainsi établi.

Les critères de contrôle sont également réunis au regard des dispositions de l'article L233-3 I et II du code de commerce relatives au contrôle de fait exercé par une société sur une autre.

⁽¹⁾ *En janvier 2006, par suite de la cession par la Société Générale de sa participation dans TF1, l'action de concert entre Bouygues et la Société Générale a pris fin (cf cession 206C0188 de l'AMF du 30/01/2006). La fin du concert est sans incidence sur le contrôle exclusif exercé par Bouygues sur TF1.*

- Les sociétés contrôlées conjointement par plusieurs actionnaires sont intégrées proportionnellement, en fonction du pourcentage de contrôle.
- Les sociétés dans lesquelles Bouygues exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

Cofiroute :

- Bien que détenue à moins de 20% (16,7%), la société Cofiroute est consolidée par mise en équivalence, le Groupe exerçant une influence notable par sa présence au Conseil d'administration.
- Conformément à IAS 39 (Instruments financiers), les participations non consolidées sont comptabilisées selon leur juste valeur et font l'objet de tests d'évaluation de perte de valeur.

Évolution comparative du périmètre de consolidation

	Exercice 2005	Exercice 2004
Intégrations globales	760	726
Intégrations proportionnelles	197	169
Mises en équivalence	26	31
	983	926

Les principales variations de l'exercice 2005 sont analysées en "Faits significatifs".

2. 3. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Depuis le 1^{er} janvier 2004, dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, le coût d'acquisition (incluant les coûts de transactions) est affecté aux actifs et passifs identifiables acquis, à leur juste valeur à la date d'acquisition. Ces actifs et passifs sont présentés au bilan selon la méthode de la réestimation totale, conformément à IFRS 3. Cette méthode consiste à réestimer en totalité les actifs et passifs acquis, pour leur juste valeur, et non à hauteur de la seule quote-part d'intérêt acquise.

La juste valeur est le montant qui peut être obtenu de la vente d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie lors d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes. Le goodwill (ou écart d'acquisition) représente l'excédent résiduel du coût d'acquisition sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables et des passifs éventuels évaluables de façon fiable à la date d'acquisition ; il est affecté à l'unité génératrice de trésorerie correspondante bénéficiant du regroupement d'entreprises ou au regroupement d'U.G.T au niveau duquel est apprécié le retour sur investissements des acquisitions (métier pour le groupe Bouygues).

Les principales affectations du coût d'acquisition aux actifs / passifs identifiables ne deviennent définitives qu'à l'issue du délai d'un an.

Les goodwill déterminés antérieurement au 1^{er} janvier 2004 (non modifiés par l'option figurant dans IFRS 1), demeurent appréciés selon la méthode de réestimation partielle ; cette méthode consiste à limiter la réestimation des éléments identifiables à la seule quote-part de titres acquis. Les droits des minoritaires sont pris en compte sur la base de la valeur comptable des éléments, telle qu'elle ressort du bilan de l'entreprise acquise.

Les écarts d'acquisition négatifs sont rapportés au compte de résultat au cours de l'exercice d'acquisition.

Ultérieurement, le goodwill est évalué annuellement, à son coût, diminué des éventuelles dépréciations représentatives des pertes de valeur déterminées comme indiqué au chapitre ci-après intitulé "Suivi de la valeur des actifs immobilisés", conformément à la norme IAS 36. En cas de diminution de valeur, la dépréciation est inscrite au compte de résultat, en résultat opérationnel.

2. 4. METHODE DE CONVERSION DES ELEMENTS EN DEVISES

2. 4. 1. Transactions en devises étrangères

Les transactions en devises étrangères sont converties en euro en appliquant le taux moyen de change du jour de la transaction. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères à la date de clôture sont convertis au cours de clôture. Les écarts de conversion sont comptabilisés en produits ou en charges. Les actifs et passifs non-monétaires libellés dans une devise étrangère, comptabilisés au coût historique, sont convertis au cours de change à la date de la transaction.

2. 4. 2. Etats financiers des entités étrangères

Tous les actifs et passifs des entités consolidées dont la monnaie de fonctionnement n'est pas l'euro sont convertis au cours de clôture. Les produits et les charges sont convertis au cours de change moyen de l'exercice clôturé. Les écarts de change résultant de ce traitement et ceux résultant de la conversion des capitaux propres des filiales à l'ouverture de l'exercice en fonction des cours de clôture sont inclus sous la rubrique "Ecart de conversion" en "Primes et réserves" des capitaux propres consolidés. Les différences de change dégagées lors de la conversion de l'investissement net dans les filiales et dans les entreprises associées étrangères sont comptabilisées dans les capitaux propres.

2. 5. IMPOSITION DIFFEREE

Les impositions différées sont constatées pour les différences entre les valeurs comptables et fiscales des éléments d'actifs et de passif. Elles résultent :

- des différences temporaires apparaissant lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'un passif est différente de sa valeur fiscale. Elles sont soit :
 - sources d'impositions futures : (impôts différés passif) il s'agit essentiellement de produits dont l'imposition est différée...
 - sources de déductions futures : (impôts différés actif) sont concernées principalement les provisions fiscalement non déductibles temporairement notamment...
- des reports fiscaux déficitaires (impôts différés actif) ayant une réelle probabilité de récupération sur les exercices futurs.

Les impôts différés sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est connue à la date d'arrêté des comptes. Les impositions « France » ont été ajustées afin de tenir compte de l'incidence des changements de législation fiscale et des nouveaux taux d'imposition.

Les impôts différés ne font pas l'objet d'actualisation.

L'imposition différée actif est présentée en actif non courant.

2. 6. ACTIF NON COURANT

2. 6. 1. Immobilisations corporelles

Elles sont valorisées au coût de revient de l'acquisition diminué du cumul des amortissements et dépréciations. L'amortissement est comptabilisé selon le mode linéaire sur la durée prévisible d'utilisation des actifs.

Principales durées d'utilisation retenues par secteur d'activité

	CONSTRUCTION	MEDIAS	TELECOMS
- Terrains de gisements (carrières)	(1)		
- Constructions hors exploitation	10 à 30 ans	25 à 50 ans	-
- Constructions industrielles	selon nature	-	20 ans
- Installations techniques / matériels et outillages	3 à 10 ans	3 à 7 ans	3 à 10 ans (2)
- Autres immobilisations corporelles (Matériels de transport, et de bureau)	3 à 10 ans	2 à 10 ans (2)	

Conformément à la norme IAS 16, lorsqu'une immobilisation est structurée par composants à durée d'utilisation différente, ceux-ci sont comptabilisés et amortis comme des éléments distincts dans les actifs corporels (appréciation d'une valeur résiduelle terminale, dans le calcul des amortissements).

Les profits et pertes sur cession sont calculés par différence entre le produit de cession et la valeur nette comptable ainsi déterminée ; ils sont inclus en "Autres produits et charges d'exploitation".

(1) Ils sont amortis selon le rythme d'épuisement du gisement sans que la durée globale d'amortissement ne puisse excéder 40 ans.

(2) selon type de matériels

Ces durées d'amortissement sont revues annuellement et sont modifiées si les attentes diffèrent des estimations précédentes ; les changements d'estimation comptable sont comptabilisés de façon prospective.

Contrats de location

Les contrats de location d'immobilisations corporelles pour lesquels le groupe Bouygues supporte substantiellement la quasi-totalité des avantages et des risques inhérents à la propriété des biens, sont considérés comme des contrats de location-financement et font à ce titre l'objet d'un retraitement. La qualification d'un contrat s'apprécie au regard des critères définis par la norme IAS 17. Antérieurement à la transition aux normes IFRS, seuls les contrats de crédit-bail étaient retraités en consolidation.

Les actifs détenus en location-financement sont comptabilisés au bilan en immobilisations corporelles au plus bas de leur juste valeur et de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location, moins les amortissements cumulés et les pertes de valeur. Ces actifs sont amortis sur leur durée prévue d'utilisation (au passif la contrepartie des contrats retraités figure en dettes financières).

Les locations simples sont présentées dans les engagements hors bilan.

2. 6. 2. Immobilisations incorporelles

La norme IAS 38 définit l'immobilisation incorporelle comme un actif non monétaire identifiable et sans substance physique. Il peut être :

- séparable (loué, vendu, échangé de manière indépendante, transféré),
- issu d'un droit contractuel ou légal, que ce droit soit séparable ou non.

Lorsque l'immobilisation incorporelle a une durée de vie définie, elle est amortissable. Les immobilisations à durée de vie indéfinie ne sont pas amortissables, mais font l'objet d'un test de dépréciation à chaque clôture.

Elles comprennent :

- **Frais de développement**

- conformément aux principes IFRS, les frais d'établissement et les frais de recherche figurent en charges dans l'exercice de leur engagement,
- les frais de développement sont activés lorsqu'ils satisfont aux critères d'activation (génération d'avantages économiques futurs, et coût évalué de façon fiable).

- **Concessions, brevets et droits assimilés**

Ils incluent notamment pour Bouygues Telecom :

Nature des immobilisations	Mode d'amortissement	Durée
Frais de libération des fréquences GSM	linéaire	12 ans
Licence UMTS	linéaire	(1)
Logiciels et développements informatiques	linéaire	4 ans
Logiciels de bureautique	linéaire	4 ans

⁽¹⁾ La durée d'amortissement de la licence UMTS sera égale à la durée d'utilisation. Depuis l'ouverture du réseau haut débit, le 26 mai 2005 Bouygues Telecom amortit sa licence UMTS sur une durée de 17,5 ans.

- **Licence UMTS**

La redevance de la licence UMTS, délivrée pour une durée de 20 ans, comporte :

- une part fixe de 619,2 millions d'euros qui dès l'attribution de l'autorisation du 12 décembre 2002 a été inscrite en immobilisation incorporelle
- une part variable de 1 % sera calculée sur le chiffre d'affaires généré par l'exploitation du réseau mobile de troisième génération et comptabilisée en charge de période à compter de l'ouverture du réseau UMTS

2. 6. 3. Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles du Groupe concernent notamment le droit au bail et les droits audiovisuels (TF1).

Désormais les fonds commerciaux non protégés juridiquement sont inscrits en goodwill.

Droits audiovisuels TF1

Dans cette rubrique figurent : les parts de films et de programmes audiovisuels coproduits par TF1 Films Production, TF1-Vidéo, Glem et Téléma, les droits audiovisuels de distribution et de négoce de TF1 International TCM DA, TF1 Entreprises et CIBY DA, ainsi que les droits musicaux détenus par Une Musique et Baxter.

Les droits audiovisuels sont comptabilisés à leur coût historique. L'inscription en immobilisation et les modalités d'amortissement de ces droits se définissent comme suit :

Date d'inscription en immobilisation	Modalités d'amortissement		
	Part coproducteur	Droits audiovisuels Distribution / Négoce	Droits musicaux
Dernier tour de manivelle	sur recettes		
Visa d'exploitation	3 ans linéaire		
Signature du contrat		3 ans linéaire ou sur recettes / négoce : 5 ans	2 ans 75 % 1 ^{ère} année 25 % 2 ^{ème} année

La modalité d'amortissement retenue pour les films coproduits par TF1 Films Production et Téléma est celle qui permet d'amortir les films le plus rapidement possible. La méthode peut donc différer d'un film à l'autre.

Conformément à IAS 36, une dépréciation est comptabilisée individuellement, le cas échéant, lorsque les prévisions de recettes futures ne couvrent pas la valeur nette comptable de l'actif.

2. 6. 4. Suivi de la valeur des actifs immobilisés

L'évaluation de la valeur nette comptable des actifs immobilisés, en conformité avec les principes comptables du Groupe, est effectuée chaque année ou plus fréquemment si des événements ou des circonstances, internes ou externes, indiquent qu'une réduction de valeur est susceptible d'être intervenue. En particulier, la valeur au bilan des actifs incorporels (hors droits audiovisuels évalués selon les principes décrits ci-avant) et des écarts d'acquisition, est comparée à leur valeur recouvrable.

Afin de déterminer la valeur d'utilité, les actifs incorporels auxquels il n'est pas possible de rattacher directement des flux de trésorerie indépendants sont regroupés au sein de l'unité génératrice de trésorerie (U.G.T) à laquelle ils appartiennent ou au regroupement d'U.G.T au niveau duquel est apprécié le retour sur investissement des acquisitions (métiers pour le groupe Bouygues). La valeur d'usage de l'U.G.T est déterminée par la méthode des flux de trésorerie actualisés (D.C.F) selon les principes suivants :

- les flux de trésorerie (avant impôt) sont issus du plan d'affaires à moyen terme élaboré par la direction du métier concerné, dans le cadre du cycle de management du Groupe.
- le taux d'actualisation est déterminé en prenant pour base le coût moyen pondéré du capital du groupe concerné et en ajustant ce dernier pour en déduire un "taux avant impôt".
- la valeur terminale est calculée par sommation à l'infini de flux de trésorerie actualisés, déterminés sur la base d'un flux normatif et d'un taux de croissance perpétuelle. Ce taux de croissance est en accord avec le potentiel de développement des marchés sur lesquels opère le métier concerné, ainsi qu'avec sa position concurrentielle sur ces marchés.

La valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie ainsi déterminée est ensuite comparée à la valeur contributive au bilan consolidé de ses actifs immobilisés (y compris goodwill). Une dépréciation est comptabilisée, le cas échéant, si cette valeur au bilan s'avère supérieure à la valeur recouvrable de l'U.G.T et est imputée en priorité à la dépréciation du goodwill existant.

2. 6. 5. Actifs financiers non courants

Outre les impôts différés actif affectés en actif non courant, les autres actifs financiers non-courants incluent notamment les prêts et créances rattachés ou non aux participations et des immobilisations financières diverses : dépôts et cautionnements, participations diverses dans lesquelles le Groupe n'exerce ni contrôle, ni influence notable.

Les titres de participation non consolidés sont évalués à leur juste valeur et les variations de valeur sont enregistrées dans les capitaux propres.

La juste valeur correspond au prix de marché pour les titres cotés ou à une estimation de la valeur d'utilité pour les titres non cotés, déterminée en fonction des critères financiers les plus appropriés à la situation particulière de chaque titre.

Lorsqu'il existe une indication objective de la dépréciation de ces titres, la perte cumulée comptabilisée en capitaux propres est constatée en résultat.

Les créances rattachées à des participations, les autres prêts et créances sont comptabilisés au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE).

Prêts et créances à taux variable ; une réestimation périodique des flux de trésorerie traduit l'évolution des taux d'intérêt du marché et modifie le taux d'intérêt effectif et donc la valorisation du prêt ou de la créance.

Les prêts et créances font l'objet d'un suivi d'indication objective de dépréciation. Un actif financier est déprécié si sa valeur comptable est supérieure à sa valeur recouvrable estimée lors des tests de dépréciation. La perte de valeur est enregistrée en compte de résultat.

2. 7. ACTIF COURANT

2. 7. 1. Stocks

Les stocks sont évalués à leur coût de revient (FIFO ou PMP selon activité) ou au prix du marché s'il est inférieur.

Lorsque la valeur de réalisation des stocks est inférieure à leur prix de revient, des provisions pour dépréciation sont comptabilisées.

2. 7. 2. Programmes et droits de diffusion (TF1)

Les programmes et droits de diffusion incluent la production propre de TF1 non encore diffusée, la production externe constituée des droits de diffusion acquis par la chaîne et les émissions réalisées en coproduction. Ils sont valorisés à leur coût global de production (incluant une quote-part de frais indirects de production) ou coût d'acquisition pour les coproductions.

Ces programmes sont consommés en fonction de leur nature et du nombre de diffusions possibles. La plupart sont dépréciés à 100 % dès leur premier passage à l'antenne ou lorsqu'il s'avère qu'un programme donné ne sera pas diffusé.

Droits de retransmissions sportives

Les acquisitions de droits de retransmissions sportives qui ont donné lieu à une commande ferme de TF1 antérieurement à la clôture de l'exercice, sont valorisées pour leur montant contractuel à concurrence des montants non payés à la clôture de l'exercice.

Un programme est considéré comme diffusable et inscrit en stock dès lors que les deux conditions suivantes sont réunies : l'acceptation technique (pour la production propre et la production externe) et l'ouverture des droits (pour la production externe).

La production externe non diffusée dont les droits ont expiré fait l'objet d'une "réforme" comptabilisée dans le résultat opérationnel courant.

Les principes de valorisation des programmes et droits de diffusion sont les suivants :

- la production propre est valorisée à son coût global de production (coûts directs augmentés d'une quote-part de frais indirects de production).
- les droits de diffusion et les coproductions sont valorisés à leur coût d'acquisition, diminué, à la clôture de chaque exercice, des consommations de l'exercice.

2. 7. 3. Clients et comptes rattachés

Les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale, sous déduction des dépréciations tenant compte des possibilités effectives de recouvrement. Ces créances sont le plus souvent à court terme, sans taux d'intérêt déclaré, et sont évaluées au montant de la facture d'origine sauf si l'application d'un taux d'intérêt implicite a un effet significatif.

Dans le cadre de la comptabilisation des contrats à long terme dans la méthode de l'avancement, cette rubrique inclut notamment :

- les situations émises au fur et à mesure de l'exécution des travaux ou des prestations (situations acceptées par le maître d'ouvrage).
- les "Facturations à établir" correspondant aux travaux mérités qui n'ont pu, pour des raisons de décalage temporaire, être facturés ou acceptés par le maître d'ouvrage.

2. 7. 4. Autres créances courantes

Les autres créances sont évaluées à leur valeur nominale, sous déduction des dépréciations tenant compte des possibilités effectives de recouvrement.

2. 8. INSTRUMENTS FINANCIERS

Certaines structures du Groupe sont amenées à utiliser des instruments financiers de couverture dans le but de limiter l'incidence, sur leur compte de résultat, des variations de change et de taux d'intérêt. L'utilisation de ces instruments s'inscrit dans le cadre ci-après.

2. 8. 1. Nature des risques auxquels le Groupe est exposé

Exposition au risque de change

Globalement, le Groupe est faiblement exposé au risque de change sur les opérations commerciales courantes. Dans la mesure du possible, les contrats facturés en devises donnent lieu à des dépenses dans la même devise. C'est le cas notamment pour la plupart des chantiers exécutés à l'étranger, dont la part de dépenses de sous-traitance et de fournitures en monnaie locale est prépondérante sur la part de dépenses en euros. Par ailleurs, une vigilance particulière est portée aux risques relatifs aux avoirs du Groupe en monnaies non convertibles et plus généralement aux risques "pays".

Exposition au risque de taux

Le résultat financier du Groupe est peu sensible à la variation des taux d'intérêt. L'essentiel de son endettement est à taux fixe grâce à des emprunts obligataires à taux fixe et à un portefeuille d'instruments de couverture de taux permettant de transformer la dette à taux variable en dette à taux fixe.

Les dettes financières à taux variable figurant au bilan sont, en moyenne sur l'exercice, inférieures à la trésorerie disponible placée également à taux variable.

Le compte de résultat du Groupe ne serait que peu affecté par une fluctuation des taux d'intérêts européens ou par une évolution divergente de ceux-ci par rapport aux taux d'intérêt dans les principales devises hors de la zone euro.

2. 8. 2. Principes communs relatifs aux instruments financiers de couverture

Les instruments utilisés sont limités aux produits suivants : achats et ventes à termes de devises, swaps de devise, achats d'options de change dans le cadre de la couverture du risque de change. Swaps de taux d'intérêt, future rate agreements, achat de caps et de tunnels dans le cadre de la couverture du risque de taux.

Ils ont pour caractéristiques :

- de n'être utilisés qu'à des fins de couverture
- de n'être traités qu'avec des banques françaises et étrangères de premier rang
- de ne présenter aucun risque d'illiquidité en cas de retournement éventuel

L'utilisation de ces instruments, le choix des contreparties et plus généralement la gestion de l'exposition au risque de change et au risque de taux, font l'objet d'états de reporting spécifiques à destination des organes de direction et de contrôle des sociétés concernées.

2. 8. 3. Règles de couverture

En matière de risque de change

Le principe appliqué au sein du Groupe est de couvrir systématiquement les risques de change résiduels découlant des opérations commerciales. Lorsque les flux sont certains, le risque de change est couvert par des achats ou des ventes à terme, ou par des swaps de devises. Pour certains contrats importants, une couverture optionnelle peut être mise en place préalablement à l'obtention définitive de l'affaire.

Par ailleurs, les titres de participation des sociétés étrangères sont, d'une façon générale, couverts par une dette d'un montant analogue dans la même devise au sein de la société qui les détient.

Dans un souci de rationalisation, les positions de change de certaines entités du Groupe peuvent être gérées de façon centralisée, et, le cas échéant, les positions symétriques peuvent être compensées.

En matière de risque de taux

Le principe est de couvrir, au niveau de chaque sous-groupe, tout ou partie des actifs ou des passifs financiers dans la mesure où ces derniers présentent un caractère prévisible et récurrent.

Dans la pratique, il s'agit des entités dont l'activité est capitalistique par nature (télécoms-médias) : ces entités sécurisent leur résultat financier futur en fixant le coût de leur dette par des swaps, des future rate agreements ou en le limitant par des caps, pour une durée liée à celle des passifs financiers à couvrir.

Comme pour le risque de change, toujours dans un but de rationalisation, les positions de taux de certaines entités du Groupe peuvent être gérées de façon centralisée et partiellement compensée.

2. 8. 4. Méthodes de comptabilisation

En règle générale, les instruments financiers utilisés par le Groupe font l'objet d'une comptabilité de couverture. Ainsi, ils donnent lieu à la mise en place d'une documentation de relation de couverture conformément aux dispositions de la norme IAS 39. Le Groupe procède alors suivant le cas, à deux types de comptabilisation :

- comptabilisation dans le cadre d'une relation de couverture de juste valeur : la variation de juste valeur de l'instrument de couverture et celle de l'élément couvert sont comptabilisées de manière symétrique dans le compte de résultat.
- comptabilisation dans le cadre d'une relation de couverture de flux de trésorerie : la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est comptabilisée en compte de résultat pour la partie non efficace et en capitaux propres (jusqu'au dénouement de l'opération) pour la partie efficace.

Dans quelques cas (montant notionnel modeste, maturité de couverture courte), les instruments financiers ne font volontairement pas l'objet d'une comptabilité de couverture afin de ne pas alourdir les procédures administratives du Groupe. Dans ce cas, la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est comptabilisée dans le compte de résultat.

2. 9. CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

Les actions propres détenues sont imputées sur les capitaux propres consolidés conformément au référentiel IFRS (y compris la valeur d'acquisition des options d'achat de couverture sur plan de stock-options 2005).

Lorsque des filiales du Groupe détiennent leurs propres actions, il est constaté un complément de pourcentage d'intérêt au niveau du Groupe.

Réserve de conversion

Remise à zéro au 1^{er} janvier 2004 par virement en rubrique "Report à nouveau". La réserve représente les écarts de change intervenus depuis cette date.

2. 10. PASSIF NON COURANT

2. 10. 1. Dettes financières non courantes

(part à plus d'un an)

A l'exception des instruments dérivés constituant des passifs qui sont évalués à la juste valeur, les emprunts et autres passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur puis au coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE).

Les frais de transaction qui sont directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission d'un passif financier viennent en diminution de ce passif financier. Ces frais sont ensuite amortis actuariellement sur la durée de vie du passif selon la méthode du TIE.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise le flux attendu des sorties de trésorerie futures jusqu'à l'échéance ou jusqu'à la date la plus proche de refixation du prix au taux de marché, à la valeur nette comptable actuelle du passif financier. Ce calcul inclut l'intégralité des commissions payées ou reçues entre les parties au contrat.

La fraction à moins d'un an des dettes financières est présentée en passif courant.

2. 10. 2. Provisions non courantes

Conformément à la norme IAS 37 "Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels" des provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation du Groupe à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé dont le règlement devrait se traduire pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques.

L'estimation du montant figurant en provisions correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que le Groupe doit supporter pour éteindre son obligation.

En général ces provisions ne sont pas liées au cycle normal d'exploitation des entreprises (cf. provisions courantes).

Les provisions non courantes incluent pour l'essentiel :

- les provisions constituées dans le cadre des garanties biennales et décennales relatives aux marchés de travaux de construction, pour la quote-part de risques, non couverte par les assurances, restant à la charge des entreprises
- ces provisions sont constituées au fur et à mesure de la prise en compte des produits, selon des données statistiques déterminées par référence à l'expérience acquise en ce domaine sur une longue durée
- les provisions relatives aux redressements fiscaux notifiés, amendes du Conseil de la concurrence
- les provisions destinées à couvrir les litiges, contentieux et aléas prévisibles des activités du Groupe, notamment à l'étranger, tels que repli définitif des chantiers, risques et charges divers.
- Provisions pour frais de remise en état des sites
- Avantages au personnel :
 - Les provisions pour médailles du travail.
 - Les provisions créées au titre des indemnités de fin de carrière, à percevoir par les salariés le jour de leur départ en retraite.

Le calcul de la provision est établi selon la "méthode rétrospective en droits projetés à la date prévisionnelle de départ en retraite, avec salaire de fin de carrière". L'évaluation sur la base conventionnelle à chaque métier tient compte :

- ✓ du statut, de l'âge et de l'ancienneté acquise par les différentes catégories de personnel,
- ✓ du taux de rotation calculé selon la moyenne des sorties par métier, tranches d'âge et catégories,
- ✓ des salaires et appointements moyens incluant primes, gratifications et avantages en nature, majorés d'un coefficient de charges sociales patronales en vigueur,
- ✓ d'un taux de revalorisation du salaire de fin de carrière,
- ✓ d'un taux d'actualisation de l'engagement de fin de carrière, projeté à la date de départ en retraite,
- ✓ d'un calcul d'espérance de vie déterminé par référence aux tables de survie.

Le Groupe ne prend pas en compte la variation des droits à ce titre résultant de changements d'hypothèses actuarielles (dans la mesure où l'écart n'excède pas plus ou moins 10% du montant global de l'engagement IFC : méthode dite du corridor). Cet écart est amorti en charges sur la durée de vie active moyenne résiduelle attendue des salariés concernés. Conformément à l'option prise dans le cadre de la transition, cette méthode est appliquée de façon prospective à compter du 1^{er} janvier 2004.

- Provisions pour pensions à verser (selon pays et modalités applicatives).

Les hypothèses actuarielles utilisées pour évaluer la valeur actuelle de l'obligation et le coût des services rendus au cours de l'exercice, au titre des prestations définies, reflète la meilleure estimation des variables qui détermineront le coût final des avantages évalués ; elles sont cohérentes entre elles ; le taux d'actualisation a été déterminé par rapport aux taux de marché attendu à la date de clôture, en considérant le calendrier estimé de versements des prestations (voir note 20)

2. 11. PASSIF COURANT

2. 11. 1 Avances et acomptes reçus sur commandes

Ils comprennent les avances et acomptes reçus des clients au titre d'acomptes ou d'avances de démarrage des marchés travaux.

2. 11. 2. Provisions courantes

- Provisions liées au cycle normal d'exploitation des métiers. Elles comprennent pour l'essentiel :
 - ✓ Provisions pour risques chantiers travaux, SEP...
 - ✓ Provisions pour restructuration
 - ✓ Provision pour fidélisation des clients (Bouygues Telecom)...
- Provisions pour pertes à terminaison de fin de contrats ; elles concernent les chantiers en cours de réalisation et prennent en compte, notamment les réclamations acceptées par le client. Elles sont évaluées chantier par chantier, sans compensation.

2. 11. 3. Fournisseurs et autres crédateurs courants

En raison de leur caractère à court terme, les valeurs comptables retenues dans les comptes consolidés sont des estimations raisonnables de leur valeur de marché.

2. 11. 4. Comptes de régularisation passif

Voir ci-avant (chapitre des options IFRS) le traitement spécifique des ventes en l'état futur d'achèvement (VEFA).

2. 12. COMPTE DE RESULTAT

Comme le permet la norme IAS 1 : "Présentation des états financiers", le Groupe présente le compte de résultat par nature. Le Groupe a appliqué la recommandation du CNC 2004-R-02 du 27 octobre 2004 pour la présentation du compte de résultat. Le compte de résultat par destination est présente en annexe : note 17.

2. 12. 1. Définition des produits de l'activité

Les produits de l'activité du Groupe sont reconnus dès lors que :

- les avantages économiques résultant de la transaction bénéficieront au Groupe de manière probable
- le montant des revenus peut être mesuré de manière fiable
- à la date de la transaction, il est probable que le montant de la vente sera recouvré

Bouygues Telecom

Le chiffre d'affaires de Bouygues Telecom est constitué de prestations de service et de ventes de terminaux.

Prestations de service

La facturation des forfaits et des services commerciaux est établie terme à échoir, soit avec un mois d'avance et est constatée en chiffre d'affaires *prorata temporis*.

Le chiffre d'affaires relatif aux communications hors forfait, au roaming et à l'interconnexion est enregistré sur la période de consommation.

Les remises accordées sur services aux nouveaux clients lors de la souscription d'un abonnement (clients forfaits) conditionnées par l'engagement des clients pour une certaine durée, sont étalées sur la durée minimale d'engagement.

Les prestations effectuées pour le compte des éditeurs de contenu concernant les services SMS+, numéros spéciaux et i-mode, ne figurent pas dans les produits et charges de l'exercice. Seule la marge correspondante figure en chiffre d'affaires.

Ventes de terminaux

Les ventes de terminaux sont comptabilisées au fur et à mesure des ventes aux distributeurs et la marge correspondante est neutralisée jusqu'à l'activation d'une ligne par le client.

Rémunération des distributeurs

L'ensemble des rémunérations des distributeurs est comptabilisé en charges.

2. 12. 2. Comptabilisation des contrats à long terme

Activités de construction

Pour l'ensemble de ces activités, la comptabilisation des contrats à long terme s'effectue selon la méthode dite "à l'avancement". Le produit pris en compte correspond au prix de vente avancé, calculé sur la base de la dernière estimation du prix de vente total du contrat, multiplié par le taux d'avancement réel de l'opération, déterminé en fonction de l'avancement physique des tâches.

Les contrats devant dégager une perte finale font l'objet d'une provision pour perte à terminaison inscrite au passif du bilan en provisions courantes. La perte est provisionnée en totalité dès qu'elle est connue et estimée de façon fiable, quel que soit le degré d'avancement.

Activité immobilière

Les règles d'appréciation de l'activité sont les suivantes :

Le chiffre d'affaires des opérations immobilières est appréhendé selon la méthode de l'avancement, lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- permis de construire purgé de tous recours
- vente notariée ou contrat de promotion signé(e)
- marché de travaux signé (ordre de service donné)

Le taux d'avancement est déterminé sur la base des coûts travaux engagés par rapport aux coûts travaux prévisionnels et des opérations.

Des charges pour finition des programmes immobiliers sont prises en compte, sur ce type de transactions, en fonction de leur stade d'avancement.

L'ensemble des charges financières liées aux opérations immobilières en cours ou terminées est pris en charges dans l'exercice de leur engagement.

2. 12. 3. Résultats sur opérations faites en commun

Ils correspondent à la quote-part de résultats, provenant de sociétés non consolidées, liés à l'exploitation des postes de fabrication de produits routiers ou asphaltiques. A ce titre, ces résultats font partie intégrante du résultat opérationnel.

2. 12. 4. Paiement en actions

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 2, les options de souscription d'actions consenties aux mandataires sociaux ou salariés de Bouygues ou des sociétés du Groupe (TF1), sont comptabilisées dans les états financiers selon les modalités suivantes : la juste valeur des options attribuées (correspondant à la juste valeur des services rendus par les employés en contrepartie des options reçues) est comptabilisée en charge de personnel en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres.

Cette charge de personnel est évaluée à la date d'attribution des options à partir du modèle de Black & Scholes. Elle fait l'objet d'un étalement sur la durée d'acquisition des droits. Seuls les plans émis après le 7 novembre 2002 font l'objet de ce retraitement et ce, conformément aux prescriptions de la norme IFRS 2.

2. 13. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

Il est présenté selon IAS 7 et la recommandation CNC 2004-R-02.

La trésorerie du Groupe, dont la variation est analysée dans le tableau des flux, est définie comme étant le solde net des rubriques du bilan ci-après :

- trésorerie et équivalents de trésorerie
- concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque

2. 14. ENGAGEMENTS HORS BILAN

La synthèse des obligations contractuelles et engagements commerciaux du Groupe figure en note 19.

2. 15. INDICATEURS FINANCIERS

Définition des principaux indicateurs financiers :

2. 15. 1. EBITDA

Résultat opérationnel courant corrigé des dotations nettes aux amortissements et aux provisions.

2. 15. 2. Cash flow libre

Il est égal à la capacité d'autofinancement diminué des investissements nets d'exploitation de l'exercice.

2. 15. 3. Endettement financier net

Il résulte des rubriques ci-après :

- trésorerie et équivalents de trésorerie
- soldes créditeurs de banque
- dettes financières non courantes et courantes
- instruments financiers (couverture des dettes financières appréciées en juste valeur)

2. 16. AUTRES INFORMATIONS

Comparabilité des états financiers (en normes IFRS) :

- Les principes comptables et les règles d'évaluation appliqués au 31 décembre 2004 en normes IFRS, sont dans leur ensemble, ceux appliqués au 31 décembre 2005. Ils ne font donc pas obstacle à la comparaison d'un exercice sur l'autre des rubriques du bilan, du compte de résultat et du tableau des flux de trésorerie.
- Au 31 décembre 2005, conformément à la norme IFRS 5, la cession en cours de TPS (filiale TF1) est présentée sur les lignes spécifiques du bilan, et du compte de résultat consolidé réservées à cet effet (voir note 24).
- L'impact des changements de périmètre intervenus en 2005, ne remet pas en cause la comparabilité des états financiers présentés.

**3.1. 1^{er} JANVIER 2004 : BILAN COMPARATIF NORMES FRANCAISES ET NORMES IFRS
(selon publication document de référence 2004 pages 90 & 91)**

Options comptables prises par le Groupe en référentiel IFRS : voir note 2 "Principes comptables et options appliquées en normes IFRS" - 2.1.1 "Rappel des options comptables liées à la première adoption des normes IFRS au 1er janvier 2004 (IFRS1)".

en millions d'euros

Bilan (rubriques selon présentation IFRS)	1er janvier 2004		
	Normes françaises	Normes IFRS	Ecart IFRS
Actif			
Immobilisations corporelles	4 532	5 020	488
Immobilisations incorporelles	6 409	1 088	(5 321)
Goodwill	264	5 272	5 008
Autres actifs non courants	778	1 558	780
Actifs financiers courants	2 616	2 598	(18)
Autres actifs courants	10 518 ⁽¹⁾	8 683	(1 835)
Total	25 117	24 219	(898)
Passif			
Capitaux propres part du groupe	5 058 ⁽¹⁾	5 014	(44)
Intérêts minoritaires	1 046 ⁽¹⁾	890	(156)
Capitaux propres totaux	6 104	5 904	(200)
Provisions non courantes et autres passifs non courants	1 896	1 516	(380)
Dettes financières non courantes	5 160	4 233	(927)
Autres passifs courants	11 715 ⁽¹⁾	11 100	(615)
Passifs financiers courants	242	1 466	1 224
Total	25 117	24 219	(898)
Endettement net	2786	3101	315
en % des capitaux propres	46%	53%	

(1) Normes françaises au 1er janvier 2004 après retraitement du changement de méthode au titre de la provision pour fidélisation clients (Bouygues Telecom), créée à fin 2004 en normes françaises (maintenue en IFRS).

1^{er} janvier 2004 : commentaires sur les principales évolutions entre les deux référentiels

<u>Actif</u>	Millions d'euros	
Immobilisations corporelles		488
Activation des équipements en locations-financement	124	
Reclassements nets provenant d'autres rubriques (logiciels télécoms principalement)	297	
Retraitements nets sur les bases et durées d'amortissements (constructions / équipements télécoms...)	78	
Divers	(11)	
Immobilisations incorporelles		(5 321)
Reclassements d'écarts d'évaluation vers la rubrique de goodwill (parts de marché ...)	(5 027)	
Reclassements divers vers les immobilisations corporelles ou autres rubriques (logiciels télécoms principalement)	(239)	
Amortissements sur incorporelles et divers	(55)	
Goodwill		5 008
Reclassements des écarts d'évaluation incorporels (antérieurement affectés aux parts de marché des entités acquises)	5 027	
Reclassements divers	(19)	
Autres actifs non courants		780
Reclassement des impôts différés actif (IDA) en "autres actifs courants"	706	
Impacts complémentaires nets sur IDA liés aux IFRS et divers	74	
Actifs financiers courants		(18)
Retraitements nets sur opérations de titrisation (Bouygues Telecom) et appréciation des instruments financiers de couverture		

Autres actifs courants		(1 835)
Reclassement des IDA vers les actifs non courants	(706)	
Retraitements sur créances immobilières des ventes en l'état futur d'achèvement (VEFA)	(936)	
(réduction symétrique en "autres passifs courants")		
Reclassement sur droits non prêts à diffuser (TF1)	(72)	
(contrepartie en "autres passifs courants")		
Retraitements sur charges à répartir	(32)	
Divers (titrisation, reclassements...)	(89)	
Passif		
Transition sur les capitaux propres au 1^{er} janvier 2004		
L'analyse du passage des normes françaises vers les normes IFRS au 1 ^{er} janvier 2004 est présentée par nature en note 3.4 (colonne 1)		
Provisions non courantes		(380)
Reclassement des provisions en passif courant (cycle normal d'exploitation) selon critères IFRS	(436)	
Compléments nets liés aux traitements IFRS (avantages au personnel, impôt différé passif...)	56	
Dettes financières non courantes		(927)
Reclassement de la fraction courante des dettes financières	(984)	
Reclassement des "autres fonds propres" (prêts participatifs Bouygues Telecom pour l'essentiel)	167	
Divers nets (titrisation, locations-financement...)	(110)	
Autres passifs courants		(615)
Reclassement des provisions courantes	436	
Retraitements liés à l'activité immobilière (réduction symétrique en "autres actifs courants")	(936)	
Divers (droits TF1 / en contrepartie des actifs courants)	(115)	
Passifs financiers courants		1 224
Reclassement de la fraction courante sur dettes financières	984	
Titrisation et instruments financiers de couverture nets	186	
Divers (locations-financement...)	54	

**3.2. DECEMBRE 2004 : RAPPEL DES ETATS FINANCIERS PUBLIES DANS LE DOCUMENT DE REFERENCE 2004
EN NORMES FRANCAISES**

en millions d'euros

Bilan consolidé au 31 décembre (normes françaises)	12/2004 Net	12/2003 Net
Actif		
Immobilisations incorporelles	5 634	6 409
Ecart d'acquisition	192	264
Immobilisations corporelles	4 205	4 532
Immobilisations financières ^(a)		
Participations non consolidées	126	145
Participations mises en équivalence	474	472
Autres	122	161
ACTIF IMMOBILISE	10 753	11 983
Stocks	1 208	1 181
Programmes et droits de diffusion	535	693
Avances et acomptes versés sur commandes	369	105
Clients et comptes rattachés ^(b)	5 659	5 972
Autres créances, comptes de régularisation et assimilés ^{(b) (c)}	3 085	2 519
Valeurs mobilières de placement	2 810	2 144
Disponibilités	446	472
ACTIF CIRCULANT	14 112	13 086
TOTAL ACTIF	24 865	25 069
<i>(a) dont à moins d'un an</i>	5	3
<i>(b) dont à plus d'un an</i>	407	750
<i>(c) dont : 12/04 créance PAI partners sur cession des titres Saur</i>	1 031	
Passif		
Capital social	333	333
Primes, réserves et résultat consolidé ^(d)	3 745	4 867
Réserve de conversion	(95)	(69)
Actions propres détenues		
CAPITAUX PROPRES (part du Groupe) ^(h)	3 983	5 131
Intérêts minoritaires	964	894
CAPITAUX PROPRES	4 947	6 025
Autres fonds propres	140	167
CAPITAUX PROPRES ET AUTRES FONDS PROPRES	5 087	6 192
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	1 866	1 896
DETTES FINANCIERES ^(e)	4 686	5 160
AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES	480	576
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 207	5 345
Autres dettes non-financières, cptes de régularisation et assimilés ^(g)	7 289	5 658
DETTES NON FINANCIERES ^(f)	12 496	11 003
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	250	242
TOTAL PASSIF	24 865	25 069
<i>(d) dont résultat net de l'exercice (part du Groupe)</i>	858	450
<i>(e) dont à moins d'un an</i>	241	1178
<i>(f) dont à plus d'un an</i>	223	303
<i>(g) (h) dont : 12/04 distribution exceptionnelle à payer le 07/01/05</i>	1664	

Compte de résultat consolidé (normes françaises)	Exercice 2004	Exercice 2003
CHIFFRE D'AFFAIRES (1)	23 402	21 822
Autres produits d'exploitation	1 114	1 104
Achats et variations de stocks	(5 206)	(4 888)
Impôts, taxes et versements assimilés	(512)	(473)
Charges de personnel	(4 827)	(4 615)
Charges externes et autres charges d'exploitation	(11 153)	(10 431)
Dotations nettes aux comptes d'amortissem. et de provisions	(1 322)	(1 339)
Quote-part de résultats sur opérations faites en commun	51	58
RESULTAT D'EXPLOITATION	1 547	1 238
Produits et charges financiers	(165)	(219)
RESULTAT COURANT DES SOCIETES INTEGREES (avant impôts)	1 382	1 019
Produits et charges exceptionnels	209	(14)
Impôts sur les bénéfices	(519)	(380)
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES	1 072	625
Quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence	42	43
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE (AVANT AMORTISSEMENT DES ECARTS D'ACQUISITION)	1 114	668
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	(55)	(42)
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	1 059	626
Part des intérêts minoritaires	(201)	(159)
Q/P résultat acquise aux intérêts minoritaires		(17)
RESULTAT NET CONSOLIDE (part du Groupe)	858	450
Résultat par action (en euros)	2,57	1,34
Résultat dilué par action (en euros)	2,53	1,28
(1) dont chiffre d'affaires réalisé à l'étranger	6 370	6 110

Tableau de financement consolidé en flux de trésorerie (normes françaises)	Exercice 2004	Exercice 2003
A - OPERATIONS LIEES A L'ACTIVITE		
Capacité d'autofinancement	2 267	2 073
Résultat net des sociétés consolidées (1)	1 045	611
Dotations / reprises aux amort. et prov. sur actif immobilisé	1 234	1 255
Dotations / reprises aux provisions et impôts différés	367	264
Charges à répartir (brutes)	(6)	(4)
Plus / moins values sur cessions d'actifs et divers	(373)	(53)
Variation du besoin en fonds de roulement	423	239
Actif circulant et comptes de régularisations	(137)	(236)
Avances et acomptes nets reçus, dettes non financières et divers	560	475
TRESORERIE PROVENANT DE L'ACTIVITE	2 690	2 312
B - OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Augmentation des actifs immobilisés :	(1 601)	(2 250)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(1 263)	(1 133)
Acquisitions de participations financières	(338)	(1 117)
Cessions des actifs immobilisés :	1 371	677
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	177	203
Cessions de participations financières	1 194	474
Investissements nets :	(230)	(1 573)
Immobilisations financières diverses	(18)	(4)
Créance s/cession Saur	(1 031)	
Dettes nettes sur immobilisations	115	(91)
Incidence des variations de périmètre	(78)	15
TRESORERIE AFFECTEE AUX INVESTISSEMENTS	(1 242)	(1 653)
C - OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Diminution des capitaux propres et autres fonds propres	(1 748)	(248)
Dividende exceptionnel à verser en 2005	1 664	
Dividendes mis en paiement dans l'exercice	(258)	(213)
Dettes financières	(464)	558
TRESORERIE RESULTANT DU FINANCEMENT	(806)	97
D - INCIDENCE NETTE DES VARIATIONS DE TAUX DE CONVERSION	(7)	(19)
VARIATIONS DE LA TRESORERIE (A + B + C + D)	635	737
Trésorerie au 1er Janvier (2)	2 374	1 624
Flux nets de l'exercice	635	737
Autres flux non monétaires (3)	(3)	13
Trésorerie à la clôture (2)	3 006	2 374

(1) Résultat net des sociétés intégrées après dotations s/écarts d'acquisition, et dividendes perçus s/ mises en équivalence inclus

(2) Disponibilités + VMP - concours bancaires courants

(3) Virements inter-rubriques

3.3. 31 DECEMBRE 2004 : BILAN COMPARATIF NORMES FRANCAISES ET NORMES IFRS
(selon document de transition publié sur le site internet bouygues.com en juin 2005)

en millions d'euros

Bilan	31 décembre 2004	
	Normes IFRS	Normes françaises
Actif		
Immobilisations corporelles	4 629	4 205
Immobilisations incorporelles	1 020	5 634
Goodwill	4 540	192
Autres actifs non courants	1 292	722
Actifs courants	9 144	10 856
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 260	3 256
Instruments financiers ⁽¹⁾	48	
Autres actifs financiers courants	15	
Total	23 948	24 865
Passif		
Capitaux propres part du groupe	3 998	3 983
Intérêts minoritaires	980	964
Autres fonds propres		140
Capitaux propres totaux	4 978	5 087 ⁽²⁾
Dettes financières long terme	4 648	4 686 ⁽³⁾
Provisions non courantes	1 176	1 866 ⁽³⁾
Autres passifs non courants	158	
Dettes financières à moins d'un an	242	
Passifs courants	12 449	12 976
Sodes créditeurs de banque	252	250
Instruments financiers ⁽¹⁾	41	
Autres passifs financiers courants	4	
Total	23 948	24 865
Endettement net	1 875	1 680
en % des capitaux propres	38%	33%

(1) Sur couverture des dettes financières en juste valeur

(2) Normes françaises : ensemble des dettes financières

(3) Normes françaises : ensemble des provisions pour risques et charges

31 décembre 2004 : commentaires sur les principales évolutions entre les deux référentiels

Actif

millions d'euros

Immobilisations corporelles

424

L'accroissement constaté en IFRS provient notamment du reclassement d'immobilisations incorporelles (logiciels Telecom...) pour + 250, de l'activation d'équipements en locations financement pour + 83, et des retraitements sur composants et durées d'amortissements des constructions et équipements pour + 110

Immobilisations incorporelles

(4 614)

Réduction liée pour l'essentiel aux reclassements d'écarts d'évaluation (part de marché) vers le goodwill

Goodwill (écarts d'acquisition)

4 348

Reclassements provenant des écarts d'évaluation incorporels désormais affectés au goodwill (parts de marché...)

Autres actifs non courants

570

Cette rubrique inclut les impôts différés actif (IDA) présentés en normes françaises en "autres actifs courants" pour 570 nets au 31 décembre 2004

Autres actifs courants

(1 712)

Reclassement des IDA en "autres actifs non courants" pour (570) nets.
Retraitements sur créances immobilières des ventes en l'état futur d'achèvement (VEFA) pour (1095) (cf. réduction symétrique en "autres passifs courants")

Instruments financiers

Actif

48

Passif

41

Cette rubrique concerne les instruments de couverture des dettes financières estimées en juste valeur

La variation constatée s'affecte soit en résultat de la période, soit en capitaux propres consolidés, selon nature des actifs et passifs financiers

Passif	millions d'euros	
Capitaux propres	(109)	
Dont + 15 pour la part du Groupe. Voir tableau précédent d'analyse détaillée de la transition au 31 décembre 2004		
Capitaux propres selon référentiel français au 31 décembre 2004		5 087
Part du Groupe	3 983	
Provisions pour avantages du personnel (IAS 19)	(52)	}
Immobilisations corporelles (IAS 16) et incorporelles (IAS 38) (analyse par composants, durées d'amortissements, charges à amortir...) et dépréciations d'actifs (IAS 36)	15	
Dotations linéaires des écarts d'acquisition (part du groupe)	23	
Imposition différée nette sur retraitements IFRS (IAS 12)	19	
Retraitements complémentaires sur plus-value de cession Saur (déconsolidation)	21	
Divers (1)	(11)	
Sous-total part du groupe	3 998	
Part des intérêts minoritaires, autres fonds propres	1 104	
Reclassement en dettes financières non courantes de la part des intérêts minoritaires sur prêts participatifs Bouygues Telecom (autres fonds propres)	(140)	}
Autres retraitements sur intérêts minoritaires	16	
Sous-total part des intérêts minoritaires	980	(124)
Capitaux propres selon référentiel IFRS au 31 décembre 2004		4 978
(1) dont variations de juste valeur sur instruments financiers et retraitements divers		
Provisions non courantes	(690)	
La réduction provient principalement du reclassement en provisions courantes, des provisions liées au cycle normal d'exploitation pour un montant de 540 millions d'euros		
Dettes financières non courantes	(38)	
La faible évolution est liée notamment au reclassement en passif courant de la fraction à moins d'un an		
Autres passifs non courants	158	
Cette rubrique inclut désormais les impôts différés passif		
Passifs courants	(527)	
Ils sont en faible variation nette		
Dont :		
- Reclassement des provisions courantes	540	
- Retraitements liés à l'activité immobilière du groupe (cf autres actifs courants)	(1 095)	

3.4. 31 DECEMBRE 2004 : TRANSITION SUR CAPITAUX PROPRES (NORMES FRANCAISES VERS NORMES IFRS)

en millions d'euros

	01/01/04	Augmentation capital	Actions propres	Réserve conversion	Autres nouvements	Résultat	31/12/04	
Capitaux propres Part Groupe en normes françaises ⁽¹⁾	5 058	356	(414)	(26)	(1 849) ⁽²⁾	858	3 983	
Actions propres sur contrat de liquidité Bouygues SA			(1)				(1)	
Immobilisations nettes corporelles et incorporelles bases, durée d'amortissements et charge à répartir (IAS 2 / 16 / 38)	(1)					16	15	
Provisions pour avantages au personnel (IAS19)	(52)						(52)	
Impôt différé net sur retraitements IFRS (IAS 12)	20					(1)	19	
Paiements en actions					7	(7)		
Ecart d'acquisition						23	23	
Complément IFRS sur cession Saur						21	21	
Autres retraitements et reclassements	(11)			11	(9)	(1)	(10)	
Capitaux propres en normes IFRS	5 014	356	(415)	(15)	(1 851)	909	3 998	
Part des intérêts minoritaires en normes françaises	1 046	5		2	(150) ⁽³⁾	201	1 104	} 964 140
(et autres fonds propres)								
Reclassement en dettes financières non courantes de la part des intérêts minoritaires sur prêts participatifs et autres fonds propres	(167)				27		(140)	
Divers	11					5	16	
Intérêts minoritaires en normes IFRS	890	5		2	(123)	206	980	
Capitaux propres d'ensemble en normes françaises	6 104	361	(414)	(24)	(1 999)	1 059	5 087	} (109)
Capitaux propres d'ensemble IFRS	5 904	361	(415)	(13)	(1 974)	1 115	4 978	

(1) Normes françaises au 1er janvier 2004 après retraitement du changement de méthode au titre de la provision fidélisation clients (Bouygues Telecom), créée à fin 2004 en normes françaises (maintenue en IFRS)

(2) dont : dividende distribué par Bouygues SA (164) et distribution exceptionnelle à verser le 7 janvier 2005 (1664)

(3) dont distribution de dividendes par les actionnaires minoritaires (94)

(4) dont variation de juste valeur sur instruments financiers et divers

(5) Annulation dotations aux amortissements linéaires sur goodwill : 100% = 28 dont part Groupe 23

(6) Complément effet de déconsolidation Saur IFRS : 100% = 25, dont part Groupe 21

(7) Remise à zéro des écarts actuariels (corridor) et mises en conformité diverses avec IAS 19 (avantages au personnel long terme)

3.5. 31 DECEMBRE 2004 : TRANSITION DU COMPTE DE RESULTAT (NORMES FRANCAISES VERS NORMES IFRS)

en millions d'euros

Compte de resultat	12/2004 Normes françaises	Retraitements IFRS / Résultat	Cession Saur (1)	Autres reclassements IFRS	12/2004 IFRS
- Chiffre d'affaires	23 402		(2 176)	16	21 242
- Autres produits	1 114		(35)	(938)	141
- Impôts / taxes et versement assimilés	(512)		43	(7)	(476)
- Charges de personnel	(4 827)	(9)	452	(26)	(4 410)
- Achats et variation stocks / charges externes / autres charges d'exploitation	(16 359)			16 359	
- Achats consommés		3	670	(9 813)	(9 140)
- Charges externes		(3)	1 004	(5 644)	(4 643)
- Variation des stocks de production et de promotion immobilière				(13)	(13)
- Autres produits et charges d'exploitation		5 ⁽³⁾	(328)	597	274
- Dotation aux amortissements et provisions	(1 322)	14 ⁽⁴⁾	138	(246)	(1 416)
- Quote part résultat s/ opérations faites en commun	51			(51)	
Résultat d'exploitation	1 547				
Retraitements et reclassements IFRS		10	(232)	234	
Résultat opérationnel	1 547	10	(232)	234	1 559
- Résultat financier	(165)		17	148	
- Coût de l'endettement financier net		(3)	2	(161)	(162)
- Autres produits et charges financiers			(3)	(29)	(32)
- Produits et charges exceptionnels	209			(209)	
- Charge d'impôt	(519)	(1)	18	2	(500)
- Quote part du résultat des entreprises associées	42	(3)	(2)		37
- Dotation aux amortissements écarts d'acquisition	(55)	28	12	15 ⁽⁵⁾	
- Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession (Saur)		25	188		213
Résultat net	1 059	56			1 115
Part du groupe	858	51			909
Part des intérêts minoritaires	201	5			206

(1) Sortie des impacts de l'activité Saur cédée en décembre 2004 (et d'Infomobile : cession août 2004) et repositionnement du résultat net de cession sur la rubrique "Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession".

(2) Plans d'options de souscription d'actions émis après le 7 novembre 2002

(3) dont :

- Location financement : 40 (IAS 17)

- Prise en compte variation amortissements dans la VRC : (27) (IAS 16)

(4) dont :

- Annulation des charges à répartir : 9 (IAS 38)

- Prise en compte des locations financement : (34) (IAS 17)

- Retraitement sur la base et la durée d'amortissement des actifs : 37 (IAS 16)

(5) Pour reclassement en résultat opérationnel

L'évolution de +51 en normes IFRS peut être résumée comme suit :

Résultat net part du groupe selon référentiel français au 31 décembre 2004	858
Absence d'amortissement linéaire des écarts d'acquisition en normes IFRS (hors Saur)	23
Stocks-options : charge créée sur paiement en actions au titre des plans de stocks-options attribués chez Bouygues SA et TF1 (normes IFRS 2)	(7)
Retraitement des charges d'amortissements sur constructions, équipements, (composants, durées...) et charges à amortir	16
Retraitement complémentaire IFRS sur plus-value de cession Saur à fin 2004, après remise à zéro des réserves de conversion négatives au 1er janvier 2004 (IFRS 1)	21
Retraitements IFRS divers (dont impôts différés nets = (1))	(2)
Résultat net part du Groupe selon référentiel IFRS au 31 décembre 2004	909

3.6. TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE 2004

en millions d'euros

	Exercice 2004	
	Normes IFRS (1)	Normes françaises (2)
<u>Flux nets générés par l'activité</u>		
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	2 052	2 267
Coût de l'endettement financier net et charge d'impôt	662	
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	2 714	
Autres flux sur besoin en fonds de roulement	35	423
<u>Trésorerie provenant de l'activité</u>	2 749	2 690
<u>Flux nets liés aux opérations d'investissement</u>		
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles et incorporelles	(1 047)	(230)
Acquisitions nettes de titres consolidés et autres	822	
Créance sur cession Saur	(1 031)	(1 031)
Autres flux d'investissement	119	19
<u>Trésorerie affectée aux investissements</u>	(1 137)	(1 242)
<u>Flux nets liés aux opérations de financement</u>		
Capitaux propres	(1 720)	(1 748)
Dividendes versés	(258)	
Distribution exceptionnelle	1 664	1 664
Flux sur dettes financières	(270)	(464)
Coût de l'endettement financier net	(162)	
Autres flux de financement	(93)	
<u>Trésorerie résultant du financement</u>	(839)	(806)
<u>Incidence des variations de change</u>	(8)	(7)
<u>Variation de trésorerie</u>	765	635
Trésorerie au 1er janvier	2 250	2 374
Variations 2004	758	632
Trésorerie au 31 décembre	3 008	3 006

(1) Présentation selon recommandation du CNC du 27 octobre 2004

(2) Présentation comparative du tableau des flux de trésorerie en normes françaises, selon concordance possible en IFRS

Les flux 2004 repris dans le tableau de flux IFRS excluent ceux de Saur cédée fin 2004.

Flux nets générés par l'activité **59**

L'essentiel de l'accroissement net entre les 2 référentiels provient du complément de résultat net déterminé en normes IFRS (+51) influençant la capacité d'autofinancement.

Flux nets sur opérations d'investissement **105**

La variation provient principalement de la déconsolidation des flux Saur sous IFRS (+122)

Flux nets sur opérations de financement **(33)**

La variation provient de la déconsolidation de Saur et de retraitements IFRS.

L'actif non courant réparti par métier figure en note 17.

4.1 SYNTHÈSE DES INVESTISSEMENTS CONSOLIDÉS NETS DE L'EXERCICE (EXPLOITATION ET FINANCIERS)

	2005	2004
Immobilisations corporelles	1 198	1 106
Immobilisations incorporelles	173	115
Investissements opérationnels	1 371	1 221
Actifs financiers non courants (titres consolidés, participations non consolidées et autres titres immobilisés)	333	338
Investissements consolidés	1 704	1 559
Cessions d'actifs non courants	(225)	(1 334)
Investissements nets	1 479	225

4.2.1. Immobilisations corporelles

Brut	Terrains et constructions	Installations, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et avances versées sur commandes	Total
01/01/04	1 495	6 708	1 837	130	10 170
Ecarts de conversion	(5)	(32)	(10)	(1)	(48)
Virements de rubriques et autres	44	(21)	61	(90)	(6)
Changements de périmètre	(165)	(77)	(237)	1	(478)
Investissements et autres augmentations	41	685	237	143	1 106
Cessions et réductions diverses	(60)	(325)	(115)	(7)	(507)
31/12/04	1 350	6 938	1 773	176	10 237
dont locations financements	47	55	230		332
Flux 2005					
Ecarts de conversion	30	95	29		154
Virements de rubriques et autres	12	83	(202)	(116)	(223)
Changements de périmètre	(30)	(49)	21	(6)	(64)
Investissements et autres augmentations (1)	64	807	225	102	1 198
Cessions et réductions diverses	(13)	(424)	(145)	(4)	(586)
31/12/05	1 413	7 450	1 701	152	10 716
dont locations financements	30	67	158		255

Amortissements, dépréciations et pertes de valeur	Terrains et constructions	Installations, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et avances versées sur commandes	Total
01/01/04	(447)	(3 530)	(1 173)		(5 150)
Ecarts de conversion	1	20	6		27
Virements de rubriques et autres	4	39	(36)		7
Changements de périmètre	57	31	140		228
Cessions et réductions diverses	14	239	99		352
Dotations et reprises	(55)	(763)	(253)		(1 071)
Perte de valeur comptabilisée		(1)			(1)
Reprise de perte de valeur					
31/12/04	(426)	(3 965)	(1 217)		(5 608)
dont locations financements	(20)	(28)	(131)		(179)
Flux 2005					
Ecarts de conversion	(7)	(60)	(18)		(85)
Virements de rubriques et autres	(2)	1	181		180
Changements de périmètre	10	5	1		16
Cessions et réductions diverses	7	340	122		469
Dotations et reprises	(46)	(796)	(231)		(1 073)
Pertes de valeur comptabilisée					
Reprise de perte de valeur					
31/12/05	(464)	(4 475)	(1 162)		(6 101)
dont locations financements	(10)	(38)	(110)		(158)

Net	Terrains et constructions	Installations, matériels et outillages (2)	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et avances versées sur commandes	Total
31/12/04	924	2 973	556	176	4 629
dont locations financements	27	27	99		153
31/12/05	949	2 975	539	152	4 615
dont locations financements	20	29	48		97

(1) dont Bouygues Telecom :

Investissement réseau pour 506 (soit une augmentation de 10 % par rapport à 2004)

(2) dont Bouygues Telecom :

valeur brute des immobilisations corporelles entièrement amorties et encore utilisées: 661 (concerne le matériel et installation réseau)

Les immobilisations incorporelles et corporelles nettes et les investissements d'exploitation par métier et zone géographique sont détaillées en note 17 : "Information sectorielle".

Brut	Frais de développement	Concessions, brevets et droits assimilés (1)	Autres immobilisations incorporelles	Total
01/01/04	5	1 046	1 029	2 080
Ecarts de conversion	0	1	0	1
Virements de rubriques et autres	0	0	(93)	(93)
Changements de périmètre	0	4	(67)	(63)
Investissements et autres augmentations	1	53	61	115
Cessions et réductions diverses	0	(6)	(31)	(37)
31/12/04	6	1 098	899	2 003
Flux 2005				
Ecarts de conversion	0	0	3	3
Virements de rubriques et autres	0	(17)	(10)	(27)
Changements de périmètre	(7)	(7)	35	21
Investissements et autres augmentations	1	46	124	171
Cessions et réductions diverses	0	(10)	(4)	(14)
31/12/05	0	1 110	1 047	2 157

Amortissements, dépréciations et pertes de valeur	Frais de développement	Concessions, brevets et droits assimilés	Autres immobilisations incorporelles	Total
01/01/04	(2)	(200)	(790)	(992)
Ecarts de conversion	0	(1)	0	(1)
Virements de rubriques et autres	0	1	14	15
Changements de périmètre	0	2	88	90
Cessions et réductions diverses	0	4	21	25
Dotations et reprises	(2)	(56)	(62)	(120)
Perte de valeur comptabilisée	0	0	0	0
Reprise de perte de valeur	0	0	0	0
31/12/04	(4)	(250)	(729)	(983)
Flux 2005				
Ecarts de conversion	0	0	(1)	(1)
Virements de rubriques et autres	0	14	3	17
Changements de périmètre	4	8	(13)	(1)
Cessions et réductions diverses	0	8	3	11
Dotations et reprises	0	(83)	(61)	(144)
Pertes de valeur comptabilisées	0	0	0	0
Reprise de pertes de valeur	0	0	0	0
31/12/05	0	(303)	(798)	(1 101)

Net	Frais de développement	Concessions, brevets et droits assimilés	Autres immobilisations incorporelles	Total
31/12/04	2	848	170	1 020
31/12/05	0	807	249	1 056

(1) dont Bouygues Telecom licence UMTS : 619

Licence UMTS

La redevance de la licence UMTS, délivrée pour une durée de 20 ans, comporte :

. Une part fixe de 619 millions d'euros qui dès l'attribution de l'autorisation du 12 décembre 2002, a été inscrite en immobilisations incorporelles.

. Une part variable de 1% sera calculée sur le chiffre d'affaires généré par l'exploitation du réseau mobile de troisième génération et comptabilisée en charge de période à compter de l'ouverture du réseau UMTS.

La durée d'amortissement de la licence UMTS sera égale à la durée d'utilisation. Depuis l'ouverture du réseau haut débit, le 26 mai 2005, Bouygues Telecom a commencé à amortir sa licence UMTS.

Evolution de la valeur nette de la rubrique au 31 décembre 2005

	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
01/01/04	5 272		5 272
Changement de périmètre	(735)	2	(733)
Dotations		(17)	(17)
Autres mouvements	19	(1)	18
31/12/04	4 556	(16)	4 540
Flux 2005			
Changement de périmètre (1)	500		500
Dotations		(7)	(7)
Autres mouvements (2)	(415)		(415)
31/12/05	4 641	(23)	4 618

(1) dont : 320 millions d'euros sur option d'achat de 6,5% de Bouygues Telecom

(2) dont : (420) millions d'euros TPS en cours de cession d'activité, reclassement en "actifs en cours de cession"

Répartition du goodwill par unité génératrice de trésorerie (UGT)

Comme mentionné en note 2, le Groupe a retenu la notion de métier pour l'appréciation des unités génératrices de trésorerie.

<u>Métiers</u>	31/12/05		31/12/04	
	Total	% de la mère	Total	% de la mère
Bouygues Construction	106	99,97%	76	99,97%
Colas	805	96,42%	726	96,27%
TF1	1047	42,93%	1 393	41,50%
Bouygues Telecom	2655	89,55%	2 335	83,05%
Autres activités	5		10	
Total Bouygues	4 618		4 540	

Prix de revient consolidé des actions cotées TF1 / Colas

	Prix de revient consolidé par action (1)	Cours moyen de l'action au 31/12/05 (2)
TF1	10,37	22,92
Colas	65,34	143,92

(1) Valeur comptable en consolidation par action

(2) Moyenne des cours entre le 1^{er} décembre et le 31 décembre 2005

Les tests de valeur réalisés, selon la méthode décrite en note 1 ne font pas apparaître de perte de valeur significative des actifs incorporels et Goodwill rattachés aux unités génératrices de trésorerie du Groupe (métiers).

	Valeur brute			Total valeur brute	Amortissements et dépréciations	Valeur nette
	Entités associées (1)	Autres actifs non courants				
		Participations non consolidées	Autres actifs non courants			
01/01/04	479	267	185	931	(166)	765
Ecart de conversion	(2)	0	(2)	(4)	0	(4)
Virements de rubriques et autres	0	0	0	0	5	5
Changements de périmètre	(16)	(69)	(18)	(103)	4	(99)
Investissements et autres augmentations	27	53	45	125	0	125
Cessions et réductions diverses	0	(28)	(62)	(90)	0	(90)
Dotations et reprises					21	21
31/12/04	488	223	148	859	(136)	723
Flux 2005						
Ecart de conversion	4	0	3	7	0	7
Virements de rubriques et autres	(17)	21	(7)	(3)	1	(2)
Chgts de périmètre	(12)	(10)	1	(21)	(11)	(32)
Investissements et autres augmentations	36	6	94	136	0	136
Cessions et réductions diverses	0	(29)	(33)	(62)	0	(62)
Dotations et reprises					10	10
31/12/05	499	211	206	916	(136)	780

(1) y compris goodwill sur entités associées : 138

	Quote-part dans les capitaux propres	Goodwill net sur entreprises associées (1)	Valeur nette
01/01/04	330	149	479
Ecart de conversion	(2)	0	(2)
Virements de rubriques et autres	0	0	0
Changements de périmètre	(3)	(13)	(16)
Investissements et autres augmentations	25	0	25
Cessions et réductions diverses	0	0	0
Dotations			0
31/12/04	350	136	486
Flux 2005			
Ecart de conversion	4	0	4
Virements de rubriques et autres	(17)	0	(17)
Changements de périmètre	(12)	0	(12)
Investissements et autres augmentations	2	0	2
Cessions et réductions diverses	34	0	34
Dotations			0
31/12/05	361	136	497

(1) dont : (2) de dépréciation

Le groupe Bouygues détient plusieurs participations dans des entreprises associées dont la liste est fournie en note 26 (liste détaillée du périmètre au 31 décembre 2005).

Variations de l'exercice sur participation nette dans les entreprises associées

	31/12/04	Flux net 2005 (1)	31/12/05	Dont quote-part de résultats
BTP				
Stade de France	12	1	13	3
Autres sociétés concessionnaires d'ouvrages	35	4	39	2
Filiales diverses		10	10	14
Routes				
Cofiroute	349	20	369	46
Tipco Asphalt	9	8	17	1
Filiales diverses	11	(2)	9	2
Médias				
	45	(5)	40	(6)
Bouygues sa et autres filiales				
Novasaur (2)	21	(21)		
Filiales diverses	4	(4)		
Total	486	11	497	62

(1) Incluant : quote-part de résultats de l'exercice, acquisitions, changements de périmètre, change, dividendes distribués et augmentations de capital.

(2) NOVASAUR : non consolidée en 2005 après cession de 5,12%

Les montants globaux au titre des éléments d'actif et de passif, de produits et de charges sont donnés dans le tableau ci-dessous, pour les principales entités associées.

Montants exprimés à 100%	31/12/2005		
	Cofiroute	Alis	Stade de France
Actif non courant	4 421	895	369
Actif courant	594	65	77
Total actif	5 015	960	446
Capitaux propres	1 428	(4)	39
Passif non courant	3 107	946	337
Passif courant	480	18	70
Total passif	5 015	960	446
Chiffre d'affaires	900	4	72
Résultat opérationnel	465	NS	18
Résultat net	276	(6)	9

Montants exprimés à 100%	31/12/2004		
	Cofiroute	Alis (1)	Stade de France
Actif non courant	3 393	715	371
Actif courant	793	94	64
Total actif	4 186	809	435
Capitaux propres	1 256	(1)	36
Passif non courant	775	773	354
Passif courant	2 155	37	45
Total passif	4 186	809	435
Chiffre d'affaires	895	-	74
Résultat opérationnel	458	-	18
Résultat net	260	-	9

(1) Début de l'exploitation de l'A28 en 2005.

4.2.5.1. Principales participations non consolidées nettes au 31 décembre 2005

Participations	31/12/05								31/12/04
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	% de détention	Total Actif (2)	Total passif courant et non courant	Total chiffre d'affaires	Résultat net	Valeur nette
Sociétés françaises									
CATC (2)	2		2	99,8%	2	-	-	-	10
Foncière du point du jour (2)	10	(7)	3	100,0%	3	-	-	-	3
Périphérique de Lyon (2)	9	(8)	1	38,7%	4	-	-	-	1
Sylver (2)	4		4	49,0%	9	5	14	3	4
Novasaur	36		36 (1)	9,9%	3	3	1	-	30
Sociétés d'enrobés ou de liants (Colas) (3)	19	(2)	17		-	-	-	-	21
Filiales et participations françaises diverses	31	(13)	18		-	-	-	-	14
Sous-total	111	(30)	81		21	8	15	3	83
Sociétés étrangères									
Socoprime (Côte d'Ivoire) (2)	14		14	66,3%	22	1	-	-	14
Ma Chang (Corée du Sud) (2)	7		7	44,0%	42	28	-	(1)	6
CCIB (Roumanie) (2)	6	(6)	0	22,0%	-	-	-	-	
VSL corporation (USA) (2)	22	(22)	0	100,0%	-	1	-	(1)	
Sociétés d'enrobés ou de liants (Colas)	2	(1)	1		-	-	-	-	1
Filiales et participations étrangères diverses	49	(38)	11		-	-	-	-	12
Sous-total	100	(67)	33		64	30	0	(2)	33
Total	211	(97)	114		85	38	15	1	116

(1) Valeur nette après cession de 5,12 % en 2005 et déconsolidation du % résiduel de 9,88 %

(2) Ces filiales détenues à plus de 20 % ne sont pas consolidées en raison du caractère non significatif de leur contribution potentielle aux états financiers consolidés

(3) Les informations sur les "Enrobés asphaltiques de Colas" et les "filiales et participations diverses" françaises et étrangères ne sont pas publiées car regroupant plusieurs sociétés. (non significatives).

4.2.5.2. Autres actifs financiers non courants

169

Ils incluent les rubriques principales ci-après :

● Créances rattachées à des participations	45
● Prêts et créances immobilisés	45
● Autres immobilisations financières :	79
soit :	
- Dépôts et cautionnements	67
- Autres titres immobilisés	12

Principales valeurs figurant en "Autres titres immobilisés" :

Fonds communs de placement divers	6
Autres montants inférieurs à 2 millions d'euros	6

Répartition par catégorie des participations non consolidées et des autres actifs financiers non courants (hors entités associées)

283

	Actifs financiers disponibles à la vente	Prêts et créances	Actifs évalués à la juste valeur en résultat	Actifs détenus jusqu'à l'échéance	Total
31/12/04	63	51	4	119	237
Flux 2005	35	48	1	(38)	46
31/12/05	98	99	5	81	283
Échéance à moins d'1 an	6	5	1	2	14
Échéance entre 1 et 5 ans	6	39	3	2	50
Échéance supérieure à 5 ans	86	55	1	77	219

Participations dans les coentreprises

Le groupe Bouygues détient plusieurs participations dans des co-entreprises dont la liste est fournie en note 26 (Liste détaillée du périmètre au 31 décembre 2005).

Les montants cumulés inclus à l'actif / passif et chiffre d'affaires sont donnés dans le tableau ci-dessous.

Quote-part Bouygues	31/12/05	31/12/04
Total actif / passif	763	626
Chiffre d'affaires	918	755

4.3. ACTIFS D'IMPOTS NON COURANTS

375

Voir détail en note 8

5.1. STOCKS

1 804

Stocks	31/12/05			31/12/04		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Stocks : matières, approvisionnements et produits finis, et stocks sur opérations immobilières	1 368	(75)	1 293	1 274	(118)	1 156
Programmes et droits de diffusion (TF1) (1)	655	(144)	511	659	(124)	535
Total	2 023	(219)	1 804	1 933	(242)	1 691

Dépréciations de stocks	Dotations		Reprises	
	31/12/05	31/12/04	31/12/05	31/12/04
Stocks : matières, approvisionnements et produits finis, et stocks sur opérations immobilières	(34)	(47)	40 ^(a)	44
Programmes et droits de diffusion (TF1)	(76)	(34)	55	30
Total	(110)	(81)	95	74

(a) dont : reprise sur stock de promotion immobilière (Bouygues Immobilier) 22

(1) TF1 :

Au titre de la sécurisation des grilles de programmes des années futures, l'échéancier des contrats d'acquisition de droits de diffusion et de droits de retransmission est le suivant :

	Échéances			Total 2005	Total 2004
	à moins d'un an	de un à cinq ans	A plus de cinq ans		
. Programmes et droits de télédiffusion (1) (2)	491	850	292	1 633	1 025
. Droits de retransmission sportives (3)	212	457	271	940	494
Total	703	1 307	563	2 573	1 519

(1) A compter de 2005, ils comprennent les contrats d'output deal souscrits par TF1 sa.

Une partie de ces contrats est libellée en devises : 30 millions d'euros CHF, 89 millions d'euros en GBP et 418 millions d'euros en USD.

(2) Programmes et droits de diffusion :

Ils concernent principalement les sociétés TF1 SA (1 277 millions d'euros) et TPS (236 millions d'euros)

(3) Droits de retransmissions sportives :

Ils concernent les sociétés TF1 SA (609 millions d'euros), Eurosport (314 millions d'euros) et TPS (17 millions d'euros).

5.2. AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDE**357**

	Brut	31/12/05 Dépréciation	Net	Brut	31/12/04 Dépréciation	Net
Avances et acomptes versés sur commande	360	(3)	357	369	0	369

5.3 CLIENTS, ACTIF D'IMPOT, AUTRES CREANCES ET COMPTES DE REGULARISATION**7 173**

	Brut	31/12/05 Dépréciation	Net	Brut	31/12/04 Dépréciation	Net
<u>Créances clients et comptes rattachés</u> (Clients, factures à établir)	5 759	(341)	5 418	4 896	(321)	4 575
<u>Actifs d'impôts courants</u> (Créances fiscales)	73	(2)	71	45		45
<u>Autres créances et comptes de régularisation :</u>						
Autres créances opérationnelles (Personnel, organismes sociaux, états et autres créances)	1 148	(20)	1 128	997	(25)	972
Créances diverses	495	(89)	406	1 474 ⁽¹⁾	(123)	1 351
Paiements d'avance	150		150	141		141
Total	7 625	(452)	7 173	7 553	(469)	7 084

(1) dont :créances sur cession Saur à PAI Partner pour 1 031

5.4. INSTRUMENTS FINANCIERS ACTIFS**41**

Voir note 18 sur les instruments financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie active	31/12/05			31/12/04		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Disponibilités	618		618	442		442
Valeurs mobilières de placement	2 609	(12)	2 597 ⁽¹⁾	2 829	(11)	2 818
Total	3 227	(12)	3 215	3 271	(11)	3 260

Au 31 décembre 2005, la valeur de réalisation des valeurs mobilières de placement est supérieure à la valeur comptable. Les placements de trésorerie sont effectués par le Groupe auprès de banques françaises et étrangères de premier rang.

Les disponibilités et équivalents de trésorerie peuvent être facilement convertis en numéraire.

(1) Les valeurs mobilières de placement sont classées essentiellement dans la catégorie des titres disponible à la vente.

La trésorerie présentée dans le tableau de flux de trésorerie comprend les éléments suivants au 31 décembre 2005 :

	31/12/05	31/12/04
Liquidités	618	442
Placements	2 597	2 818
Sous total trésorerie active	3 215	3 260
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	(178)	(252)
Sous total trésorerie passive	(178)	(252)
Total	3 037	3 008

Répartition par devises au 31/12/05	Euro	Livre sterling	Franc suisse	Autres devises europe	Dollar US	Autres	Total
Disponibilités	351	22	29	70	27	119	618
Valeurs mobilières de placement	2 579		2			16	2 597
Instruments financiers							
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	(35)			(51)	(1)	(91)	(178)
Total 2005	2 895	22	31	19	26	44	3 037
Total 2004	2 880	22	31	29	26	20	3 008

6.1. CAPITAL DE BOUYGUES SA (EN EUROS)

336 762 896 €

Au 31 décembre 2005, le capital social de Bouygues SA est constitué de 336 289 029 actions, et 473 867 certificats d'investissement, dont l'évolution sur l'année 2005 a été la suivante :

	Au 01/01/05	Variations 2005		Au 31/12/05
		Réduction	Augmentation	
Actions	332 254 414	(8 361 649)	12 396 264	336 289 029
Certificats d'investissements	504 210	(30 343)		473 867
Nombre de titres	332 758 624	(8 391 992)	12 396 264	336 762 896
Nominal	1 €			1 €
Capital en euros	332 758 624	(8 391 992)	12 396 264	336 762 896

6.2. TABLEAU DE VARIATION AU 31 DECEMBRE 2005 : PART GROUPE ET INTERETS MINORITAIRES

Au 31/12/05	Capital	Prime d'émission	Réserves liées au capital	Report à nouveau	Réserves et résultat consolidés	Actions autocontrôle de l'entreprise	opérations affectées directement en capitaux	Total 31/12/05
Part Groupe	337	1 897	810	276	1 244	(5)	71	4 630
Intérêts minoritaires					926		5	931
Capitaux propres d'ensemble	337	1 897	810	276	2 170	(5)	76	5 561

6.2.1. Part Groupe

	Capital	Prime d'émission	Réserves liées au capital	Report à nouveau	Réserves et résultat consolidés	Actions autocontrôle de l'entreprise	Opérations affectées directement en capitaux	Total Groupe
Situation au 01/01/04	333	1 977	712	43	1 940		9	5 014
Mouvements								
Opérations nettes sur capital et réserves		(58)						(58)
Paiements fondés sur des actions							7	7
Distribution de dividende					(1 828)			(1 828)
Résultat net de l'exercice (part Groupe)					909			909
Instruments financiers							6	6
Écarts de conversion							(15)	(15)
Autres variations					(36)	(1)		(37)
Situation au 31/12/04	333	1 919	712	43	985	(1)	7	3 998
Changement de méthodes comptables								
Sous-total capitaux propres clôture 2004	333	1 919	712	43	985	(1)	7	3 998
Mouvements								
Opérations nettes sur capital et réserves	4	(22)	98	233	(331)			(18)
Paiements fondés sur des actions					7		32	39
Distribution de dividendes					(249)			(249)
Résultat net de l'exercice (part Groupe)					832			832
Instruments financiers							(9)	(9)
Écarts de conversion							59	59
Autres variations						(4)	(18)	(22)
Situation au 31/12/05	337	1 897	810	276	1 244	(5)	71	4 630

6.2.2. Intérêts minoritaires

	Capital	Prime d'émission	Réserves liées au capital	Report à nouveau	Réserves et résultat consolidés	Résultat affecté directement en capitaux	Total des intérêts minoritaires
Situation au 01/01/04					890		890
Mouvements					5		5
Opérations nettes sur capital et réserves					(94)		(94)
Distribution de dividende					206		206
Résultat net de l'exercice (part tiers)						2	2
Instruments financiers							
Écarts de conversion							
Autres variations					(29)		(29)
Situation au 31/12/04					978	2	980
Changement de méthodes comptables							
Sous-total capitaux propres clôture 2004					978	2	980
Mouvements							
Opérations nettes sur capital et réserves							
Distribution de dividendes					(91)		(91)
Résultat net de l'exercice (part tiers)					206		206
Instruments financiers							
Écarts de conversion						3	3
Changement de périmètre					(170)		(170)
Autres variations					3		3
Situation au 31/12/05					926	5	931

6.2.3. Analyse des opérations affectées directement en capitaux propres : variations 2005 (part groupe)

	Renvoi	31/12/05
Réserve de conversion	1	59
Instruments financiers (variations de juste valeur)	2	(9)
Paiement en actions	3	32
Autres variations	4	(18)
Total		64

1 - Réserve de conversion

La réserve de conversion à fin décembre 2005, remise à zéro au 1er janvier 2004 sous IFRS, résulte des variations constatées depuis cette date. Principaux écarts de conversion au 31 décembre 2005 déterminés sur les sociétés étrangères dont les états financiers sont exprimés en :

	31/12/04	2005	31/12/05
US dollar	(16)	34	18
Dollar canadien	(1)	15	14
Divers	2	10	12
Total	(15)	59	44

2 - Réserve de variation de juste valeur

Réserve déterminée sur l'appréciation des instruments financiers et autres actifs financiers (juste valeur sur instruments financiers et titres disponibles à la vente)

	31/12/04	2005	31/12/05
Variation de l'année	15	(9)	6

3 - Paiement fondé sur des actions (IFRS2)

	31/12/04	2005	31/12/05	
Stocks options TF1 et Bouygues sa				
. Affectation aux réserves	7	(7)		Charge 2004
. Charge 2005 :				
- TF1		2	2	Part groupe Bouygues
- Bouygues SA		7	7	Selon plans octroyés depuis novembre 2002
Charge Groupe		9	9	(contrepartie en charge de personnel)
Fonds commun de placement entreprise (Bouygues confiance 3)		30	30	Coût de l'avantage octroyé aux salariés au 21 juin 2005 (décote sur actions)
Total	7	32	39	

4 - Autres variations

	31/12/05
Calls sur actions propres	(37)
Autres variations	19
Total	(18)

7.1. PROVISIONS NON COURANTES = 1 265

	Avantages au personnel à long terme	Litiges, contentieux, réclamation travaux	Garanties données	Autres provisions non courantes	Total
	(1)	(2)	(3)	(4)	
01/01/04	320	264	188	620	1 392
Flux 2004					
Écarts de conversion					
Virements de rubriques	10	(5)	3	17	25
Changements de méthodes et périmètre	(34)	(18)	(2)	(278)	(332)
Dotations	45	91	83	171	390
Reprises utilisées	(7)	(43)	(47)	(89)	(186)
Reprises non utilisées	(3)	(46)	(10)	(54)	(113)
31/12/04	331	243	215	387	1 176
Flux 2005					
Écarts de conversion					
Virements de rubriques et autres	1	(19)	(2)	(19)	(39)
Changements de périmètre	1	(1)		(21)	(21)
Dotations	67	141	75	103	386
Reprises utilisées	(30)	(28)	(39)	(66)	(163)
Reprises non utilisées	(3)	(27)	(18)	(30)	(78)
31/12/05	368	309	232	356	1 265 ⁽⁵⁾

(1) Avantages au personnel à long terme		368
Indemnités de fin de carrière	251	
Médailles du travail	96	
Autres avantages au personnel long terme	21	
(2) Litiges et contentieux		309
Provisions sur litiges clients	128	
Réclamations sous-traitants	36	
Autres litiges personnel	21	
Autres litiges	124	
(3) Garanties données		232
Provisions garanties données	164	
Provisions garanties complémentaires bâtiment / génie civil / travaux publics	68	
(4) Autres provisions non courantes		356
Risques liés aux divers contrôles administratifs	109	
Provisions risques divers étranger	16	
Provisions filiales et participations	14	
Provisions obligations contractuelles	9	
Provisions frais de remise en état des sites	64	
Autres provisions non courantes	144	
(5) dont : 46 au titre des amendes concurrence de l'activité construction		

7.2. PROVISIONS COURANTES = 676

Provisions liées au cycle d'exploitation (voir note 2)

	Provisions garanties données aux clients	Provisions pertes de change	Provisions risques chantiers travaux et fin de chantiers	Provisions pertes à terminaison	Provisions fidélisation des clients	Autres provisions courantes	Total
01/01/04	23	5	148	73	136	156	541
Flux 2004							
Écarts de conversion				(1)			(1)
Virements de rubriques			(11)	1		(15)	(25)
Changements de méthodes et périmètre	1		(6)				(5)
Dotations	15		74	49	11	81	230
Reprises utilisées	(12)	(1)	(45)	(41)		(71)	(170)
Reprises non utilisées			(14)	(7)		(9)	(30)
31/12/04	27	4	146	74	147	142	540
Flux 2005							
Écarts de conversion			2	2		2	6
Virements de rubriques	2		(10)	36		43	71
Changements de périmètre			(1)	(3)		(13)	(17)
Dotations	19		71	81	155	90	416
Reprises utilisées	(15)		(33)	(27)	(128)	(59)	(262)
Reprises non utilisées	(2)	(2)	(22)	(31)		(21)	(78)
31/12/05	31	2	153⁽¹⁾	132⁽³⁾	174	184⁽²⁾	676

(1) dont :

- provisions risques chantiers terminés : 77
- provisions règlements définitifs chantiers : 76

(2) dont :

- provisions assurance risques accidents : 48
- autres provisions courantes : 126

(3) concerne l'activité construction : Bouygues Construction 67, Bouygues Immobilier 33 et Colas 32

(L'indication de provisions individualisées par chantier n'est pas donnée en raison du caractère confidentiel et préjudiciable de celles-ci).

8.1. ACTIF D'IMPOT NON COURANT

	31/12/04	Variation	31/12/05
Impôts différés actif	566	(191)	375
- Bouygues Telecom (1)	426	(223)	203
- Autres métiers	140	32	172
Autres impôts long terme	3	(3)	0
Total impôts actif non courants	569	(194)	375

(1) - Bouygues Telecom : Impôts différés actif sur déficits fiscaux (essentiellement constitués d'amortissements réputés différés) dont la récupération est liée aux perspectives bénéficiaires 2006 indiquées par les derniers plans d'affaires présentés au conseil d'administration.

8.2. PASSIF D'IMPOT NON COURANT

	31/12/04	Variation	31/12/05
Impôts différés passif	158	(69)	89
Autres impôts long terme			
Total impôts passif non courants	158	(69)	89

8.3. REPARTITION DES IMPOTS DIFFERES ACTIF ET PASSIF NETS PAR METIER

Nature impôts différés net par métier	Actif / passif d'impôt différé net 12/04	Variation périmètre	Variation change	Mouvements 2005		Autres	Actif et passif d'impôt différé net 12/05
				Positif produits	Négatif charges		
A - Déficits fiscaux							
Bouygues Construction	3						3
Bouygues Immobilier							0
Colas	3			4			7
Médias				12			12
Télécoms	332				(168)		164
Bouygues SA et autres activités							0
Sous-total	338	0	0	16	(168)	0	186
B - Différences temporaires (1)							
Bouygues Construction	33			13	(1)	12	57
Bouygues Immobilier	16			5			21
Colas	(23)	(3)	(4)	16	(7)	17	(4)
Médias	(10)			11	(1)	(3)	(3)
Télécoms	94			4	(57)	(3)	38
Bouygues SA et autres activités	(40)			3	(1)	29	(9)
Sous-total	70	(3)	(4)	52	(67)	52	100
Total	408 ⁽²⁾	(3)	(4)	68	(235)	52	286 ⁽²⁾

(1) Principales sources d'impôts différés par nature :

	2005	2004
- Impôts différés actif sur avantages au personnel	87	64
- Impôts différés sur provisions non déductibles temporairement	54	19
- Provisions réglementées	(57)	(18)
- Autres	16	5
	<u>100</u>	<u>70</u>

(2) Impôt différé actif net

8.4. DELAI DE RECUPERATION DES IMPOTS DIFFERES ACTIF

31/12/05	Moins de 2 ans	3 à 5 ans	plus de 5 ans	Total
Délais de récupération des impôts différés actifs	257	52	66	375

8.5. ACTIFS D'IMPOTS DIFFERES NON COMPTABILISES

Montants des actifs d'impôts différés non comptabilisés compte tenu de leur récupération jugée peu probable.

	31/12/05	31/12/04
Bouygues Construction	51	50
Colas	27	35
TF1	42	63
Autres	75	66
Total impôts différés actifs non comptabilisés	195	214

Dettes financières non courantes	4 721
Dettes financières courantes	694

9.1. REPARTITION DES EMPRUNTS PORTANT INTERETS PAR ECHEANCE

	Dettes financières courantes 2006	Dettes financières non courantes						Autres	Total Dettes non courantes 12/2005	Total 12/2004
		1 à 2 ans 2007	2 à 3 ans 2008	3 à 4 ans 2009	4 à 5 ans 2010	5 à 6 ans 2011	6 ans et plus 2012 et plus			
Emprunts obligataires	594			1 012	509	759	1 728		4 008	3 761
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	43	67	12	13	11	17	56		176	676
Emprunts issus des locations financement	35	18	15	8	5	4	7		57	80
Emprunts et dettes financières divers	22	4	8	3	1	2	2		20	20
Emprunts participatifs										111
Total emprunts portant intérêts	694	89	35	1 036	526	782	1 793		4 261	4 648
Option de rachat 6,5% de Bouygues Telecom		460							460	
Total y.c option Bouygues Telecom	694	549	35	1 036	526	782	1 793		4 721	
Rappel au 31/12/04	242	1 050	37	32	1 040	536	1 813	140		4 648

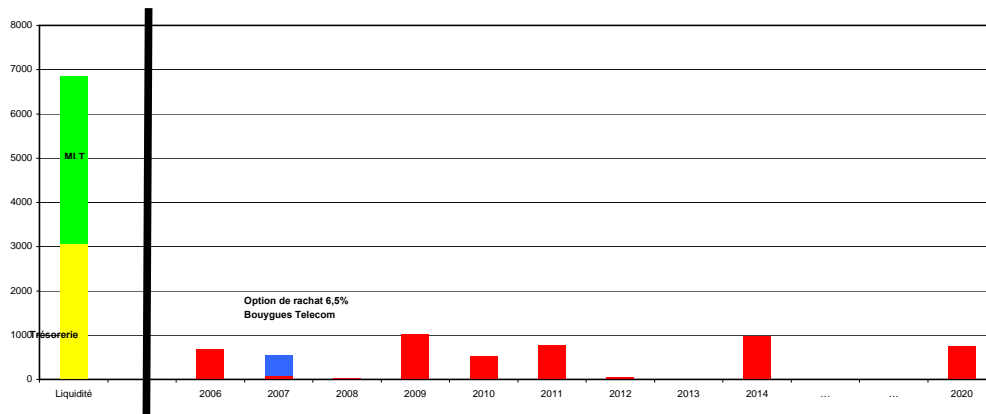
Répartition de la dette sur locations financement par métier	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Bouygues SA et autres activités	Total
Long terme 12/2005			32	2	23		57
Court terme 12/2005			26	1	8		35
Long terme 12/2004			36	15	29		80
Court terme 12/2004			35	9	6		50

9.2. LIGNES DE CREDIT CONFIRMEES, UTILISEES

Description	Lignes confirmées - Échéances				Lignes utilisées - Échéances			
	Moins d'un an	Un à cinq ans	Au-delà	Total	Moins d'un an	Un à cinq ans	Au-delà	Total
Emprunts obligataires (Bouygues SA pour l'essentiel)	594	1 521	2 487	4 602	594	1 521	2 487	4 602
Autres emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit	178	3 424	402	4 004	43	103	73	219
Emprunt et dettes financières diverses	57	62	15	134	57	62	15	134
Total avant option Bouygues Telecom	829	5 007	2 904	8 740	694	1 686	2 575	4 955
Option de rachat 6,5% de Bouygues Telecom		460		460		460		460
Total après option Bouygues Telecom	829	5 467	2 904	9 200	694	2 146	2 575	5 415

9.3. LIQUIDITE AU 31 DECEMBRE 2005

Au 31 décembre 2005, la trésorerie disponible s'élève à 3 063 millions d'euros (y compris 26 M€ d'instruments financiers liés à des opérations de couverture de l'endettement net) auxquels s'ajoute un montant de 3 785 millions d'euros de lignes bancaires à moyen terme confirmées et non utilisées à cette date.



Le Groupe n'est donc pas exposé à un risque de liquidité.

Les crédits bancaires contractés par Bouygues ne comportent aucun covenant financier et aucun *trigger event* ; il en est de même pour ceux utilisés par les filiales de Bouygues.

9.4. REPARTITION DE LA DETTE FINANCIERE COURANTE ET NON COURANTE SELON NATURE DE TAUX

Répartition de la dette financière courante et non courante, après prise en compte de l'ensemble des opérations de couverture de taux non échues à la clôture de l'exercice :

	12/2005	12/2004
- Dettes à taux fixé (1)	85%	69%
- Dettes à taux variable	15%	31%

(1) dettes à taux fixé pour plus d'un an

9.5. RISQUE DE TAUX

Au 31 décembre 2005, la répartition des actifs financiers et des dettes financières par natures de taux est la suivante :

	Taux variable	Taux Fixe	Total
Passifs financiers	447	4 968	5 415
Actifs financiers (*)	3 063		3 063
Position nette avant gestion	(2 616)	4 968	2 352
Couverture de taux	345	(345)	
Position nette après gestion	(2 271)	4 623	2 352
Correctif lié à la saisonnalité de certaines activités	350		
Position nette après gestion et correctif	(1 921)		

(*) y.c 26 M€ de juste valeur d'instruments financiers liés à des opérations de couverture de l'endettement net

Ainsi, une hausse instantanée de 1 % des taux d'intérêts à court terme engendrerait une diminution des frais financiers de 19,2 millions d'euros en année pleine.

9.6. REPARTITION DE LA DETTE FINANCIERE COURT TERME ET LONG TERME PAR DEVICES

	Zone Europe			Dollar US	Franc CFA	Autres devises	Total
	Euro	Livre Sterling	Autres devises				
Long terme 12/2005	4 610	38	23	9	35	6	4 721
Court terme 12/2005	677		3	1	11	2	694
Long terme 12/2004	4 486	13	11	20	103	15	4 648
Court terme 12/2004	220				18	4	242

Les dettes financières ventilées par métier figurent en note 17.

10.1. VARIATIONS DE L'ENDETTEMENT NET

	31/12/04	Flux 2005	31/12/05
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(3 260)	45	(3 215)
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	252	(74) (1)	178
Trésorerie nette	(3 008)	(29)	(3 037)
Dettes financières long terme	4 648	73	4 721
Dettes financières (part à moins d'un an)	242	452	694
Instruments financiers nets	(7)	(19)	(26)
Endettement brut	4 883	506	5 389
Endettement net (passif)	1 875	477	2 352

(1) Trésorerie analysée au tableau des flux de trésorerie 2005 (flux nets + flux non monétaires)

10.2. PRINCIPALES OPERATIONS AU 31 DECEMBRE 2005

Endettement net au 31/12/04	1 875
Principaux effet de périmètre	(192)
Distribution exceptionnelle versée par Bouygues	1 664
Encaissement du produit de la cession de Saur	(1 031)
Dividende ordinaire versé par Bouygues et TF1 (quote-part tiers)	339
Augmentation de capital Bouygues Confiance 3	(196)
Principales acquisitions et cessions financières	239
Rachat actions propres	362
Amende Bouygues Telecom et prélèvement exceptionnel sur distribution payé par Bouygues sa	120
Exploitation et divers	(1 288)
Endettement net au 31/12/05 (avant option de rachat Bouygues Telecom) (passif)	1 892
Comptabilisation de l'option de rachat 6,5% Bouygues Telecom	460
Endettement net au 31/12/05 (passif)	2 352

Convention de signe : la trésorerie active est saisie en négatif et la trésorerie passive en positif

Détail passif courant

	31/12/05	31/12/04
Avances et acomptes reçus	677	679
Dettes financières (part à moins d'1 an) ⁽¹⁾	694	242
Impôts courants	211	177
Fournisseurs et comptes rattachés (fournisseurs, effets à payer)	5 805	5 207
Provisions courantes ⁽²⁾	676	540
Autres passifs courants, comptes de régularisations et assimilés		
Autres dettes opérationnelles (personnel, organismes sociaux, état)	1 998	1 740
Produits différés	961	1 058
dont subvention d'investissement	0	0
Écarts de conversion passifs	0	0
Autres dettes non financières, comptes de régularisations et assimilés	1 392	3 048
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	178	252
Instruments financiers (couverture de dettes financières en juste valeur) ⁽³⁾	9	41
Autres passifs financiers courants	11	4
Total	12 612	12 988

(1) voir analyse en note 9

(2) voir analyse en note 7.2

(3) voir analyse en note 18

12.1. ANALYSE PAR RUBRIQUE

	2005	2004
Ventes	2 215	2 007
Prestations de service	9 415	9 976
Contrats de construction	12 443	8 911
Chiffre d'affaires	24 073	20 894
Redevances		
Autres produits de l'activité	147	141
Autres produits de l'activité	147	141
Total	24 220	21 035

Il n'existe pas d'échanges de biens ou de services significatifs au 31 décembre 2005.

Informations relatives aux contrats de construction

	Bougues construction	Colas	Total
Travaux à facturer	259	224	483
Retenues de garantie	41	16	57
Travaux facturés d'avance	(624)	(171)	(795)
Avances reçues	(375)	(113)	(488)

12.2. ANALYSE PAR ACTIVITE

Le chiffre d'affaires "production" des sociétés intégrées inclut le chiffre d'affaires comptable sur travaux, ventes et prestations de services.

ACTIVITE	Chiffre d'affaires 2005				Chiffre d'affaires 2004			
	France	International	Total	%	France	International	Total	%
BTP	3 346	2 469	5 815	24%	2 957	2 270	5 227	25%
Immobilier	1 389	168	1 557	6%	1 205	90	1 295	6%
Routes	5 436	3 988	9 424	39%	4 877	3 070	7 947	38%
Médias	2 239	250	2 489	11%	2 214	269	2 483	13%
Télécoms	4 525		4 525	19%	3 649		3 649	17%
Bouygues SA et filiales diverses	11	252	263	1%	3	290	293	1%
CA consolidé	16 946	7 127	24 073	100%	14 905	5 989	20 894	100%
% d'évolution 2004/2005	14%	19%	15%					

12.3. ANALYSE PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

	Chiffre d'affaires 2005		Rappel 2004	
	Total	%	Total	%
France	16 946	70	14 905	71
Union Européenne	2 636	11	2 034	10
Autres pays européens	766	3	655	3
Afrique	1 056	4	979	5
Moyen-Orient	21		18	0
États-Unis, Canada	1 781	8	1 499	7
Amérique centrale et sud	132	1	107	1
Asie-Pacifique	735	3	697	3
Total	24 073	100	20 894	100

12.4. REPARTITION, SELON LES TYPES DE MARCHES, EN FRANCE ET A L'INTERNATIONAL (EN %)

	2005			2004		
	France	International	Ensemble	France	International	Ensemble
Marchés publics (3)	29	49	35	30	48	35
Marchés privés	71	51	65	70	52	65

(3) chiffre d'affaires facturé directement aux services de l'État et collectivités locales (marchés de travaux et d'entretien pour l'essentiel) en France et à l'étranger.

	2005	2004
Résultat opérationnel courant		
Chiffre d'affaires	24 073	20 894
Autres produits de l'activité	147	141
Consommations externes	(15 906)	(13 499)
Impôts et taxes	(512)	(470)
Frais de personnel	(4 808)	(4 380)
Dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations		
Dotations aux amortissements	(1 196)	(1 103)
Dotations nettes aux provisions et dépréciations	(457)	(283)
Variations des stocks de production et de promotion immobilière	58	(13)
Autres produits et charges d'exploitation	453	270
Reprises de provisions non utilisées (1)	223 ⁽¹⁾	125
Résultats nets sur cessions d'immobilisations	84	91
Autres produits et charges	146	54
Résultat opérationnel courant	1 852	1 557
Autres produits et charges opérationnels (2)	(104)	0
Résultat opérationnel	1 748	1 557

Voir note 17 pour la répartition par métier.

(1) Les reprises de provisions non utilisées n'ont pas un caractère significatif individuellement

(2) Amendes concurrence 2005 :

- Amende au titre d'entente supposée sur le marché de la téléphonie mobile (décision du Conseil de la concurrence) 58
- Activité construction 46

Coût de l'endettement financier net	2005	2004
Coût de l'endettement financier brut	(224)	(234)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	37	75
Total	(187)	(159)

Le coût de l'endettement financier net se décompose comme suit :

- Charges d'intérêt nettes sur dettes financières	(216)	(212)
- Charges d'intérêt sur locations financement	(6)	(6)
- Charges d'intérêt nettes liées à la trésorerie	2	15
- Impacts positif et négatif des instruments financiers sur endettement financier net	(5)	(4)
- Revenus issus des titres disponibles à la vente et équivalents de trésorerie	38	48
	<u>(187)</u>	<u>(159)</u>

En normes IFRS, les gains et pertes de change sont inclus en résultat opérationnel.

Autres produits et charges financiers	2005	2004
Dividendes sur titres non consolidés	5	4
Dotations financières nettes	8	(3)
Charges d'actualisation nettes	(12) (1)	(3)
Variations de juste valeur des autres actifs et passifs financiers	4	(2)
Abandons de comptes courants, plus et moins-values sur cessions titres non consolidés et autres actifs financiers, intérêts nets hors endettement, commissions d'engagement ou de montage, pré-loyer immobilier et divers	(34)	(26)
Total	(29)	(30)

Le coût de l'endettement financier net est réparti par activité en note 17

(1) dont : (10) au titre de l'endettement s/ option d'achat Bouygues Telecom (BNP / Paribas)

15.1. DECOMPOSITION DE LA CHARGE NETTE D'IMPOT

	2005			2004		
	France	Etranger	Total	France	Etranger	Total
Impositions exigibles par les administrations fiscales	(282)	(122)	(404)	(252)	(64)	(316)
Impositions différées passif	(19)	(1)	(20)	9	(1)	8
Impositions différées actif ⁽¹⁾	(153)	7	(146)	(194)	1	(193)
Total	(454)	(116)	(570)	(437)	(64)	(501)

(1) dont : impôts différés actif Bouygues Telecom (reprise)

Voir note 17 pour répartition par métier

15.2. RAPPROCHEMENT ENTRE TAUX D'IMPOT THEORIQUE ET REEL AU COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE (PREUVE DE L'IMPOT)

Les différences constatées entre le taux d'imposition théorique de droit commun en vigueur en France, et le taux effectif constaté en charges de l'exercice sont les suivantes :

	<u>2005</u>	<u>2004</u>
- Taux d'imposition théorique en France	34,93%	35,43%
- Création, utilisation de reports fiscaux déficitaires	(0,77%)	1,35%
- Effets des différences permanentes	2,29%	(0,60%)
- Impôts hors taux liés aux résultats : impôts forfaitaires, de distribution, régime d'intégration fiscale, écarts de taux d'imposition : plus-values à long terme, impositions étrangères	(0,99%)	(2,51%)
- Taux effectif d'imposition	35,46%	33,67%

Le résultat par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net (part du Groupe) par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice 2005, à l'exclusion du nombre moyen des actions ordinaires achetées et détenues à titre d'autocontrôle.

	2005	2004
Résultat net part du Groupe	832	909
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation	332 036 321	333 600 848
Résultat en euros par action	2,51	2,72
Résultat en euros par action 2004 (résultat net hors plus value Saur)		2,10

Le résultat dilué par action est calculé par rapport au nombre moyen pondéré d'actions en circulation incluant la conversion potentielle de toutes les actions pouvant avoir un effet dilutif (Options de souscriptions d'actions effectivement et économiquement exercables à la clôture de l'exercice)

	2005	2004
Résultat net utilisé pour la détermination du résultat dilué par action	832	909
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation	332 036 321	333 600 848
Ajustement pour effet dilutif des options sur actions	11 351 815	5 538 592
Résultat dilué en euros par action	2,42	2,68

L'information sectorielle ci-après est communiquée sous deux formes :

1- analyse par activité :

- . BTP (Bouygues Construction)
- . Immobilier (Bouygues Immobilier)
- . Routes (Colas)
- . Médias (TF1)
- . Télécoms (Bouygues Telecom)
- . Bouygues SA et filiales diverses

2- analyse par zone géographique : France, Europe (hors France), Afrique, Asie-Pacifique, Amériques et Moyen-orient.

17.1. ANALYSE SECTORIELLE PAR ACTIVITE AU 31 DECEMBRE 2005

	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Bouygues SA et autres activités	TOTAL 2005
Compte de résultat							
Chiffres d'affaires total	6 131	1 557	9 540	2 508	4 537	423	24 696
Chiffres d'affaires inter-activités	(316)		(116)	(19)	(12)	(160)	(623)
Chiffre d'affaires sur clients externes	5 815	1 557	9 424	2 489	4 525	263	24 073
Dotations nettes aux amortissements	(111)	(3)	(338)	(80)	(626)	(38)	(1 196)
Dotations nettes aux provisions	(186)	(44)	(107)	(44)	(67)	(9)	(457)
Résultat opérationnel courant	250	156	421	353	656	16	1 852
Autres charges et produits opérationnels	(12)		(32)		(58)	(2)	(104)
Résultat opérationnel	238	156	389	353	598	14	1 748
Coût de l'endettement financier net	32	1	(10)	(12)	(26)	(172)	(187)
Charge d'impôt	(114)	(53)	(121)	(116)	(220)	54	(570)
Quote-part du résultat net des entités associées	19		49	(5)		(1)	62
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession	176	92	312	221	352	(129)	1 024
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession				14			14
Résultat net 100 %	176	92	312	235	352	(129)	1 038
Résultat part du Groupe	176	90	296	101	301	(132)	832 ⁽⁴⁾
Bilan							
Immobilisations corporelles	247	46	1 650	152	2 270	250	4 615
Immobilisations incorporelles	11	1	47	178	806	13	1 056
Goodwill ⁽¹⁾	106		805	1 047	2 655	5	4 618
Impôts différés actif, créances fiscales long terme	61	26	64	16	203	5	375
Entités associées	62		395	40			497
Autres actifs non courants	89	8	98	21	3	64	283
Trésorerie et équivalents de trésorerie	251	40	241	177	5	2 501	3 215
Autres actifs non affectés							9 939
Total actif							24 598
Dettes financières non courantes	8	72	108	513	23	3 997	4 721
Provisions non courantes	519	79	471	47	54	95	1 265
Impôts différés passif, dettes fiscales long terme	1	5	61	7		15	89
Dettes financières courantes	4	14	37	25	11	603	694
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	56	1	100	1	1	19	178
Passifs non affectés							17 651
Total passif							24 598
Endettement net ⁽²⁾	(1 874)	(150)	(415)	351 ⁽³⁾	441	3 999	2 352
Tableau de flux de trésorerie							
Capacité d'autofinancement	411	161	781	453	1 261	23	3 090
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles et incorporelles	(56)	(4)	(411)	(155)	(584)	(19)	(1 229)
Acquisitions nettes de titres consolidés et autres	(39)		(134)	(30)		(47)	(250)
Autres indicateurs							
Ebitda	547	203	867	476	1 349	63	3 505
Cash flow libre	273	105	239	170	431	(114)	1 104

(1) voir détail en note 4 (affectation selon société détenue).

(2) contribution de niveau métiers incluant les comptes courants Bouygues relais et Uniservice (l'élimination intra-groupe de ceux-ci est réalisée en colonne Bouygues SA et autres activités).

Convention de signe : trésorerie active = négatif - endettement passif = positif

(3) hors TPS (pour 106 millions d'euros)

(4) en progression de +19% sur 2004 (hors plus value de cession SAUR)

17.2. ANALYSE SECTORIELLE PAR ACTIVITE AU 31 DECEMBRE 2004

	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Bouygues SA et autres activités	TOTAL 2004
Compte de résultat							
Chiffres d'affaires total	5 511	1 295	8 024	2 502	3 665	399	21 396
Chiffres d'affaires inter-activités	(284)		(77)	(19)	(16)	(106)	(502)
Chiffre d'affaires sur clients externes	5 227	1 295	7 947	2 483	3 649	293	20 894
Dotations nettes aux amortissements	(115)	(6)	(299)	(79)	(562)	(42)	(1 103)
Dotations nettes aux provisions	(104)	(18)	(46)	(31)	(17)	(67)	(283)
Résultat opérationnel	168	119	310	381	597	(18)	1 557
Coût de l'endettement financier net	26		(7)	(13)	(62)	(103)	(159)
Charge d'impôt	(59)	(40)	(94)	(137)	(196)	25	(501)
Quote-part du résultat net des entités associées	3		42	(5)		(3)	37
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession	140	68	253	225	332	(114)	904
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession				(2)		213	211
Résultat net 100 %	140	68	253	223	332	99	1 115
Résultat part du Groupe	140	64	242	93	275	95	909
Résultat part du Groupe hors SAUR	140	64	242	93	275	(114)	700
Bilan							
Immobilisations corporelles	287	45	1 413	208	2 293	383	4 629
Immobilisations incorporelles	1	1	41	124	837	16	1 020
Goodwill (1)	76		726	1 393	2 335	10	4 540
Impôts différés actif, créances fiscales long terme	36	24	29	21	426	33	569
Entités associées	48		368	45		25	486
Autres actifs non courants	70	6	106	11	2	42	237
Trésorerie et équivalents de trésorerie	228	57	224	159	16	2 576	3 260
Autres actifs non affectés							9 207
Total actif							23 948
Dettes financières non courantes	11	44	89	524	619	3 361	4 648
Provisions non courantes	437	66	426	80	29	138	1 176
Impôts différés passif, dettes fiscales long terme	1	7	49	31		70	158
Dettes financières courantes	24	15	50	33	9	111	242
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	58	3	74	17		100	252
Autres passifs non affectés							17 472
Total passif							23 948
Endettement net (2)	(1 523)	(249)	(423)	409	1 197	2 464	1 875
Tableau de flux de trésorerie							
Capacité d'autofinancement	291	125	623	483	1 159	33	2 714
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles et incorporelles	(73)	(4)	(348)	(79)	(502)	(41)	(1 047)
Acquisitions nettes de titres consolidés et autres	(1)	(11)	(66)	(54)		954	822
Autres indicateurs							
Ebitda	413	143	655	491	1 176	65	2 943
Cash flow libre	187	81	175	254	398	(88)	1 007

(1) voir détail en note 4 (affectation selon société détenue)

(2) contribution de niveau métiers : les comptes courants Bouygues relais et Uniservice sont maintenus au niveau de la contribution métier

L'élimination intra-Groupe est faite au niveau de la colonne Bouygues SA et autres activités.

Convention de signe : trésorerie active = négatif - endettement passif = positif

17.3. ANALYSE SECTORIELLE PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

31/12/05	France et Dom	Union européenne	Autres pays européens	Afrique	Asie Pacifique	Amériques	Moyen-Orient	Total
Compte de résultat								
Chiffre d'affaires sur clients externes	16 946	2 636	766	1 056	735	1 913	21	24 073
Bilan								
Immobilisations corporelles ⁽¹⁾	3 725	248	53	199	41	349		4 615
Immobilisations incorporelles	1 015	22		13		6		1 056
Actifs non affectables								18 927
Total actif								24 598
Tableau de flux de trésorerie								
Prix d'acquisition liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(1 093)	(70)	(19)	(71)	(17)	(101)		(1 371)

(1) Y compris les contrats de locations financement.

31/12/04	France et Dom	Union européenne	Autres pays européens	Afrique	Asie Pacifique	Amériques	Moyen-Orient	Total
Compte de résultat								
Chiffre d'affaires sur clients externes	14 905	2 034	655	979	697	1 606	18	20 894
Bilan								
Immobilisations corporelles ⁽¹⁾	3 657	193	107	377	30	265		4 629
Immobilisations incorporelles	941	15	13	13		38		1 020
Actifs non affectables								18 299
Total actif								23 948
Tableau de flux de trésorerie								
Prix d'acquisition liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(943)	(59)	(17)	(97)	(14)	(91)		(1 221)

(1) y compris les contrats de locations financement.

17.4. PRESENTATION DU COMPTE DE RESULTAT PAR DESTINATION

2005	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Bouygues SA et autres activités	Total
Chiffre d'affaires consolidé	5815	1557	9424	2 489	4 525	263	24 073
Coût des ventes	(4 903)	(1 264)	(8 130)	(1 799)	(3 253)	(222)	(19 571)
Marge brute	912	293	1294	690	1 272	41	4 502
Coût de recherche et développement	(7)	(1)	(107)		(21)	(1)	(137)
Charges commerciales	(289)	(97)		(138)	(164)	(3)	(691)
Charges administratives	(366)	(41)	(765)	(199)	(431)	(75)	(1 877)
Dépréciation des goodwill			(1)			(5)	(6)
Autres produits et charges courants		2				59	61
Résultat opérationnel courant	250	156	421	353	656	16	1 852

2004	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Bouygues SA et autres activités	Total
Chiffre d'affaires consolidé	5227	1295	7947	2 483	3 649	293	20 894
Coût des ventes	(4 518)	(1 048)	(6 845)	(1 766)	(2 450)	(180)	(16 807)
Marge brute	709	247	1 102	717	1 199	113	4 087
Coût de recherche et développement	(4)	(1)	(101)	(3)	(26)	(1)	(136)
Charges commerciales	(249)	(86)		(133)	(149)	(4)	(621)
Charges administratives	(324)	(41)	(690)	(189)	(427)	(127)	(1 798)
Dépréciation des goodwill				(11)			(11)
Autres produits et charges courants	36						36
Résultat opérationnel courant	168	119	311	381	597	(19)	1 557

À titre indicatif, les tableaux ci-après présentent la somme des en-cours notionnels, au 31 décembre 2005, de chaque type de produit utilisé, avec répartition par maturité résiduelle pour les opérations de taux, par devise pour les opérations de change.

18.1. SOCIETES INTEGREES

18.1.1. Couverture du risque de taux

Analyse par échéance

Date de l'échéance	En-cours au 31/12/05			Total	Total en-cours 31/12/04
	2006	2007 à 2010	Au-delà		
Swaps de taux					
- sur actifs financiers	525	34		559 ⁽¹⁾	639
- sur passifs financiers	414	617	37	1 068 ⁽²⁾	1 441
Future rate agreements					
- sur actifs financiers	-	-	-	-	-
- sur passifs financiers	-	-	-	-	-
Caps / floors					
- sur actifs financiers	-	-	-	-	-
- sur passifs financiers	-	-	-	-	410

(1) dont payeur taux fixe : 334

(2) dont payeur taux fixe : 568

Analyse par métier

	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Bouygues SA et autres activités	Totaux 31/12/05	Totaux 31/12/04
Swaps de taux								
- sur actifs financiers	225					334	559	639
- sur passifs financiers	14	20	34	400	400	200	1 068	1 441
Future rate agreements								
- sur actifs financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
- sur passifs financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
Caps / floors								
- sur actifs financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
- sur passifs financiers	-	-	-	-	-	-	-	410

Pour les couvertures de taux renouvelables, les montants sont indiqués dans la colonne correspondant à l'échéance la plus lointaine.

18.1.2. Couverture du risque de change

Analyse par devise

Devise	31 décembre 2005 (contre-valeur millions d'euros)						Total 31/12/04
	Dollar US	Livre sterling	Franc suisse	Hong Kong	Autres	Total	
Achats et ventes à terme							
- achats à terme	75	14	3	-	22	114	148
- ventes à terme	170	28	7	22	42	269	224
Swaps de devises	79	54	111	61	16	321	220
Options de change							
- achats à terme	34	9	2	-	8	53	22
- ventes à terme	-	-	-	-	4	4	-

Analyse par métier

	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Bouygues SA et autres activités	Totaux 31/12/05	Totaux 31/12/04
Achats et ventes à terme								
- achats à terme	33	-	23	53	-	5	114	148
- ventes à terme	236	-	4	11	-	18	269	224
Swaps de devises	19	-	12	-	-	290	321	220
Options de change								
- achats à terme	12	-	2	18	21	-	53	22
- ventes à terme	-	-	4	-	-	-	4	-

18.2. VALEUR DE MARCHÉ DES INSTRUMENTS DE COUVERTURE

Au 31 décembre 2005, la valeur de marché (net présent value) du portefeuille d'instruments financiers de couverture est de + 9 millions ⁽¹⁾ d'euros. Ce montant est pour l'essentiel la résultante de la valeur actuelle nette de swaps de taux permettant de couvrir la dette du Groupe (couverture de juste valeur et couverture de flux de trésorerie) et de la valeur actuelle nette d'opérations de terme permettant de couvrir le risque de change découlant d'opérations commerciales.

(1) Incluant Colas pour (9). L'impact de la valeur de marché du swap de taux mis en place pour le contrat avec la ville de Portsmouth (filiale anglaise Colas) pour (9) millions d'euros est intégralement compensé par la valeur de marché du dérivé incorporé à la redevance fixe contractuelle payée par le client soit + 9 millions d'euros.

La répartition de cette valeur de marché par type de couverture est la suivante :

- opérations s'inscrivant dans le cadre d'une relation de couverture de juste valeur : + 14 millions d'euros
- opérations s'inscrivant dans le cadre d'une relation de couverture de flux de trésorerie : - 5 millions d'euros

En cas de translation de la courbe des taux de + 1,00 % [et respectivement - 1,00%], la valeur de marché du portefeuille d'instruments financiers de couverture s'établirait à + 5 millions d'euros [respectivement + 12 millions d'euros].

En cas d'évolution uniforme défavorable de 1% de l'euro par rapport à toutes les autres devises, la valeur de marché du portefeuille d'instruments financiers de couverture s'établirait à + 4 millions d'euros.

Les calculs ont été effectués par le Groupe ou obtenus de contreparties bancaires avec lesquelles ils ont été contractés.

19.1. ENGAGEMENTS RECIPROQUES

Engagements donnés et reçus	Total	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Bouygues SA et autres activités	Échéances			Total	Total 12/2004
	12/2005							moins d'un an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans		
Engagements donnés	2 072	18	579	93	428	936	18	657	1 076	339	2 072	1 867
Transport d'images	387				387			82	302	3	387	447
Locations simples (1)	1 040	18	31	71	41	879 ⁽²⁾		191	513	336	1 040	1 051
Obligations d'achat irrévocables	645		548 ⁽³⁾	22		57	18	384	261		645	369
Engagements reçus	2 032	18	579	93	428	896	18	627	1 066	339	2 032	1 854
Transport d'images	387				387			82	302	3	387	447
Locations simples (1)	1 040	18	31	71	41	879		191	513	336	1 040	1 051
Obligations d'achat irrévocables	605		548	22		17	18	354	251		605	356
Solde (4)	40					40		30	10		40	13

(1) Loyers futurs minima restant dûs jusqu'à la date normale de renouvellement des contrats (ou date de première résiliation possible) au titre des baux de locations simples nés dans le cadre des activités courantes (terrains, constructions, matériels...)

(2) Bouygues Telecom : engagements donnés dans le cadre de l'exploitation concernant pour l'essentiel des baux commerciaux pour la location des immeubles et des terrains d'exploitation destinés à l'exploitation des sites techniques du réseau (dont loyers relatifs aux sites du réseau : 661 et loyers immobiliers : 149)

(3) Bouygues Immobilier : engagements fermes sous conditions portant sur les acquisitions d'assiettes foncières

(4) Bouygues Telecom : conséquence des modalités spécifiques à certains contrats de fournitures d'équipements

19.2. ENGAGEMENTS DIVERS

	Total	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Bouygues SA et autres activités	Échéances			Total	Total 12/2004
	12/2005							moins d'un an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans		
Engagements donnés	648	129	17	70	128	254	50	259	273	116	648	642
Autres obligations contractuelles ou engagements commerciaux donnés (avals, cautions.....) ⁽¹⁾	648	129	17	70	128	254	50	259	273	116	648	642
Engagements reçus	100	2			87	5	6	48	44	8	100	70
Autres obligations contractuelles ou engagements commerciaux reçus (avals, cautions.....)	100	2			87	5	6	48	44	8	100	70
Solde	548	127	17	70	41	249	44	211	229	108	548	572

(1) Le Groupe accorde dans le cadre de ses opérations courantes des garanties décennales ou de bonne fin qui ne font pas l'objet d'une estimation chiffrée et d'une mention spécifique sauf s'il s'avère que ces dernières pourraient donner lieu au versement de sommes quelconques par le Groupe. Elles donneraient lieu à constitution de provisions.

19.3. AUTRES ENGAGEMENTS

Engagements donnés	
Licence GSM	Bouygues Telecom détient une licence GSM comportant le respect d'un certain nombre d'obligations ; l'ensemble de ces obligations est respecté par la société. Cette licence sera soumise à renouvellement en 2009.
Licence UMTS	L'attribution d'une licence UMTS à Bouygues Telecom comprend le respect d'un certain nombre d'obligations, en particulier en termes de rythme de déploiement, de couverture géographique et de date d'ouverture commerciale. Par une décision en date du 20 mai 2005, l'ARCEP (ex ART) a décalé au 30 avril 2007 au plus tard l'obligation pour Bouygues Telecom d'offrir commercialement les services UMTS prévus dans son autorisation.
Zones blanches	Bouygues Telecom s'est engagé en 2002, en commun avec les deux autres opérateurs, à couvrir un certain nombre de zones blanches. Cet engagement s'est matérialisé par la signature d'une convention en 2003 et d'avenants à cette convention en 2004. L'engagement de couverture des trois opérateurs est de 3 100 communes soit 2 250 sites. Les engagements pris sur 2005 ont été respectés. Le programme se poursuivra en 2006 et 2007.

	Total	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Bouygues SA et autres activités	Échéances			Total	Total 12/2004
	12/2005							moins d'un an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans		
Total engagements donnés	2 720	147	596	163	556	1 190	68	916	1 349	455	2 720	2 509
Total engagements reçus	2 132	20	579	93	515	901	24	675	1 110	347	2 132	1 924

La présentation des engagements ci-avant n'omet pas l'existence d'engagements hors bilan significatifs, selon les normes comptables en vigueur.

19.4. SURETES REELLES

	Total 12/2005	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Bouygues SA et autres activités	Échéances			Total	Total 12/2004
								moins d'un an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans		
Hypothèques sur terrains / constructions ou nantissements de matériel	9			9				1	3	5	9	5
Nantissements de titres et prêts subordonnés ⁽¹⁾	25	7	18					18	7		25	18
Total groupe	34	7	18	9				19	10	5	34	23

19.5. ACTIFS ET PASSIFS EVENTUELS

Actifs éventuels :

Litige

Bouygues Telecom a assigné en février 2005, la société TEKELEC US, fournisseur des deux serveurs informatiques dont la défaillance le 17 novembre 2004 avait affecté le réseau, rendant impossible l'émission et la réception de communications par une partie des abonnés.

L'affaire est actuellement devant la juridiction de Caroline du Nord.

Bouygues Telecom invoque la responsabilité délictuelle du fabricant, afin d'obtenir la réparation de son préjudice estimé à 80 millions de US dollars.

Passifs éventuels :

Litige

Une plainte contre Bouygues Telecom SFR et ORANGE France au sujet des tarifs pratiqués sur les SMS est en cours d'instruction devant le Conseil de la concurrence.

19.6. ENGAGEMENTS SUR CONTRATS DE LOCATION FINANCEMENT ET CONTRATS DE LOCATION SIMPLE

19.6.1. Engagement sur contrats de location financement

Synthèse des paiements minimaux futurs	moins d'un an	de 1 à 5 ans	Total échancier
Locations financement	42	61	103
Rappel 31/12/04	41	100	141

Valeur actualisée des paiements minimaux	moins d'un an	de 1 à 5 ans	Total échancier
Montant des paiements minimaux	42	61	103
Montant représentant les charges de financement	4	10	14
Valeur actualisée des paiements minimaux	38	51	89
Rappel 31/12/04	46	70	116

Montant des loyers conditionnels au titre des locations financement au 31 décembre 2005 est de : Néant

19.6.2. Engagement sur contrats de location simple

Paiements minimaux de l'exercice	Loyers totaux de l'exercice
Paiement minimaux de l'exercice	176

Synthèse des paiements minimaux futurs	moins d'un an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans	Total échancier
Locations simples	191	513	336	1040
Rappel 31/12/04	183	529	339	1051

20.1. EFFECTIF MOYEN

	2005	2004
Cadres	17 035	15 888
Agents de maîtrise et employés	17 825	17 432
Compagnons	27 230	25 986
Sous-total effectif France	62 090	59 306
Effectifs contrats expatriés et contrats locaux	57 004	56 946
Total effectif moyen avec TPS	119 094	116 252 ⁽¹⁾
TPS	(610)	
Total effectif moyen sans TPS	118 484	

(1) Sous déduction des effectifs Saur : effectif moyen inclus au 31 décembre 2004 pour 21 305

20.2. ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL, ENGAGEMENTS EN MATIERE DE RETRAITE (AVANTAGES POSTERIEURS A L'EMPLOI)

Les tableaux ci-dessous fournissent des informations sur les engagements du Groupe en matière de retraite.

20.2.1. Régimes à cotisations définies

	2005	2004
Montants comptabilisés en charges	(1 383)	(1 292)

Les cotisations définies présentées ci-dessus comprennent les cotisations versées:

- aux caisses d'assurance maladie et mutuelles
- aux caisses de retraite (régime obligatoire et régimes complémentaires)
- aux caisses d'assurance chômage

Information sur les parties liées : voir note 21.

20.2.2. Régimes à prestations définies

Charge nette comptabilisée dans le compte de résultat (charges opérationnelles)

	Indemnités de fin de carrière		Pensions	
	2005	2004	2005	2004
Coûts des services rendus	13	16		
Charges d'intérêt sur l'obligation	9	7	2	2
Rendement attendu des actifs du régime			(2)	(1)
Écarts actuariels nets comptabilisés	(1)			
Coûts des services passés	6	6	(1)	
Charge nette comptabilisée au compte de résultat	27	29	(1)	1

Montants comptabilisés au bilan

	Indemnités de fin de carrière		Pensions	
	31/12/05	31/12/04	31/12/05	31/12/04
Valeur actualisée des obligations (1)	335	273	103	81
Juste valeur des actifs du régime	(3) ⁽²⁾	(3) ⁽²⁾	(74)	(60)
Écarts actuariels nets non comptabilisés	(10)	(7)	(12)	1
Coût des services passés non encore comptabilisé	(71) ⁽³⁾	(38)	5	
Passifs nets comptabilisés	251	225	22	22

(1) Montant total de l'engagement actualisé relatif aux indemnités de fin de carrière et aux pensions

(2) Fonds TF1 résiduel pour une fraction des obligations. Celui-ci vient minorer la valeur actualisée des obligations TF1

(3) L'essentiel de ce coût résulte de l'incidence de la nouvelle règle de calcul des indemnités de fin de carrière en découlant. La nouvelle convention collective des cadres "construction" est entrée en vigueur le 1er janvier 2005.

Variations des éléments du bilan

	Indemnités de fin de carrière		Pensions	
	31/12/05	31/12/04	31/12/05	31/12/04
Au 1^{er} janvier	225	224	22	21
Charges comptabilisées	27	29	1	
Variations de périmètre	0	(29)	(1)	
Variations de change	0	0		
Virements de rubriques et autres	(1)	1		1
Au 31 décembre	251	225	22	22

Principales hypothèses actuarielles utilisées pour l'évaluation des indemnités de fin de carrière

	31/12/05	31/12/04
Taux d'actualisation (OAT TEC 10)	3,38 à 3,57%	3,6 à 3,57%
Table de survie	INSEE	INSEE
Age de départ en retraite		
- Cadres	60/63 ans	60/63 ans
- Etams / compagnons	60 ans	60 ans
Augmentation future des salaires (1)	2 à 4,3%	2 à 4,3%

(1) Taux d'inflation inclus

Répartition par métier au 31 décembre 2005

	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Bouygues SA et autres activités	Total
Charge nette d'indemnités de fin de carrière	8	1	10	2	3	3	27
Provisions non courantes (bilan) :							
- Indemnités de fin de carrière	63	6	118	26	20	18	251
- Pensions	1		21				22

Répartition par zone géographique au 31 décembre 2005

	France et Dom	Union européenne	Afrique	Asie Pacifique	Amériques	Total
Charges nettes d'indemnités de fin de carrière	(1) 23		1	3		27
Provisions non courantes (bilan) :						
- Indemnités de fin de carrière	232		13	5	1	251
- Pensions (2)		19			3	22

(1) La charge 2005 sur pensions est voisine d'un million d'euros

(2) Taux d'actualisation et de rendement attendu des actifs : voir note 2

20.3. PARTICIPATION AU CAPITAL

20.3.1. Stock-options

Titres pouvant donner accès au capital.

Cours de bourse au 30/12/2005 : 41,30

PLAN	Solde au 31/12/2005	Date d'attribution	Date minimale d'exercice normal	Date minimale d'exercice PEE	Cours de levée (€)
1999.04	628 320	20/04/1999	20/04/2004	-	18,35
1999.07	943 607	06/07/1999	06/07/2004	-	21,01
1999.11	156 700	04/11/1999	04/11/2004	-	25,18
2000.07	1 277 227	04/07/2000	04/07/2005	-	58,74
2001.03	1 990 531	27/03/2001	27/03/2005	-	33,47
2001.07	1 676 894	03/07/2001	03/07/2005	-	32,81
2001.09	400 000	18/09/2001	18/09/2005	-	28,67
2002.06	3 365 417	25/06/2002	25/06/2006	25/06/2003	23,41
2002.12	588 447	17/12/2002	17/12/2006	17/12/2003	23,00
2003.06	3 388 884	17/06/2003	17/06/2007	17/06/2004	19,37
2004.03	3 583 693	15/03/2004	15/03/2008	15/03/2005	25,15
2005.06	2 954 000	21/06/2005	21/06/2009	21/06/2006	31,34

Le nombre total d'options (11 351 815) pouvant être exercé est constitué :

1/ des options effectivement exerçables au 31/12/2005, soit par exercice normal, soit par exercice partiel anticipé dans le cadre du PEE (pour les plans attribués à compter de juin 2002).

2/ des options économiquement exerçables au 31/12/2005, c'est-à-dire celles dont le cours de levée est inférieur au cours de clôture du 31/12/2005, soit 41,30 €.

21.1. INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIEES

	Charges		Produits		Créances		Dettes	
	2005	2004	2005	2004	31/12/05	31/12/04	31/12/05	31/12/04
Parties liées en amont (SCDM)	6				1			
Coentreprises	99	89	177	135	74	58	76	53
Entités associées	13	9	103	59	38	6	18	12
Autres parties liées	17	22	5	20	23	38	33	36
Total	135	120	285	214	136	102	127	101
Échéances								
moins d'un an					106	90	125	101
de 1 à 5 ans					11	12	2	
plus de 5 ans					19			
dont dépréciations pour créances douteuses (sociétés non consolidées pour l'essentiel)					49	48		

**21.2. INFORMATIONS SUR LES REMUNERATIONS ET AVANTAGES ALLOUES AUX MEMBRES
DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION**

La rémunération des principaux Dirigeants concerne les membres du comité de direction générale du Groupe présents au 31.12.2005.

Rémunérations directes : Elles s'élèvent à 19.461.428 euros dont 8.086.300 euros de rémunération de base, 10.846.500 euros de rémunération variable et exceptionnelle payée en 2006, liée aux performances réalisées en 2005 et 528.628 euros de jetons de présence. Les jetons de présence alloués aux administrateurs et aux censeurs non dirigeants sont de 440.283 euros.

Avantages à court terme : Néant

Avantages postérieurs à l'emploi : Les membres du comité de direction générale bénéficient d'un régime de retraite complémentaire de 0,92 % du salaire de référence par année d'ancienneté dans le régime. Ce régime complémentaire a été externalisé auprès d'une compagnie d'assurances. La contribution versée en 2005 au fonds des actifs constitué par la compagnie d'assurances s'est élevé à 6.400.000 euros.

Avantages à long terme : Néant

Indemnités de fin de contrat : Concernent les indemnités de fin de carrière pour un montant de 669.216 euros.

Avantages en actions : Le nombre de titres attribués le 21 juin 2005 (stock options) est de 700.000 au prix d'exercice de 31,34 euros. La date minimale d'exercice est le 21 juin 2009. La charge comptabilisée en 2005 ressort à 2,22 millions d'euros.

22.1. INFORMATIONS SUR LES FLUX DE TRESORERIE DES FILIALES ACQUISES OU SORTANTES

Présentation par métier des flux de trésorerie nets résultant des acquisitions et sorties de filiales.

Filiales acquises / sortantes	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Bouygues SA et autres activités	Total 12/2005
Trésorerie	20	11	(21)	(14)		(24)	(28)
Stocks	(2)	(5)	(25)	3		5	(24)
Clients et créances	(32)	(23)	(98)	(8)		56	(105)
Immobilisations	(14)		(20)	52		74	92
Goodwill	(30)		(77)	(73)			(180)
Fournisseurs et dettes courantes	(4)	19	112	13		(71)	69
Dettes à long terme		(1)	28			(80)	(53)
Provisions non courantes	1		9	(1)		(30)	(21)
Coût d'acquisition net	(61)	1	(92)	(28)	0	(70)	(250)
Trésorerie acquise ou cédée	(20)	(11)	21	14		24	28
Dettes nettes sur immobilisations financières			(33)			976	943
Flux de trésorerie net résultant de l'acquisition ou sortie des filiales	(81)	(10)	(104)	(14)	0	930	721

22.2. OPERATIONS D'INVESTISSEMENT ET DE FINANCEMENT SANS CONTREPARTIE DE TRESORERIE**Participation de Bouygues dans Bouygues Telecom :**

Bouygues sa / BNP-Paribas : promesse d'achat-vente des 6,5% de Bouygues Telecom (voir note 1.5 - faits significatifs)

Cette opération qui n'a pas de contrepartie de trésorerie en 2005 n'est pas présentée en tableau des flux de trésorerie.

Honoraires des commissaires aux comptes et des membres de leur réseau, en charge des contrôles des comptes consolidés de Bouygues et sociétés faisant l'objet d'une intégration globale, affectés en compte de résultat consolidé au 31/12/05.

en milliers d'euros

Missions	Réseau Mazars & Guérard			Réseau Ernst & Young			Autres réseaux ⁽¹⁾			Total	
	12/05	%	12/04	12/05	%	12/04	12/05	%	12/04	Charge	
										12/05	12/04
A - Audit											
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	3 454	95	4 327	3 000	90	2 900	6 600	84	7 403	13 054	14 630
Missions accessoires	165	5	37	214	7	0	320	4	75	699	112
Sous-total 1	3 619	100	4 364	3 214	97	2 900	6 920	88	7 478	13 753	14 742
B - Autres prestations											
Juridique, fiscal, social		0	64	53	2	148	856	11	185	909	397
Technologies de l'information		0	0		0	0		0	11	0	11
Audit interne		0	76		0	0		0	0	0	76
Autres		0	113	52	1	93	78	1	96	130	302
Sous-total 2		0	253	105	3	241	934	12	292	1 039	786
Total charge d'honoraires	3 619	100	4 617	3 319	100	3 141	7 854	100	7 770	14 792	15 528

(2)

(1) Pour la pertinence de l'information d'ensemble, la charge d'honoraires affectée aux "Autres réseaux de commissaires aux comptes" est présentée dans ce tableau.

(2) y compris Saur cédée fin 2004 : 1 576

*** Cession SAUR**

Fin 2004, Bouygues a signé avec le fonds d'investissements PAI partners, un protocole de cession au terme duquel la totalité des titres de la société Saur est cédée à la société financière Novasaur (ex. Gaillon) pour un montant de 1 031 millions d'euros. Cette opération est devenue définitive après accord des autorités de la concurrence en février 2005.

Bouygues a réalisé une plus-value nette d'impôts de 213 millions d'euros.

Le résultat de l'exercice de ces activités a été classé en rubrique "activités arrêtées ou en cours de cession" en compte de résultat.

*** TPS en cours de cession**

En 2004 et 2005 les charges et les produits de l'exercice considéré sont neutralisés (cession en cours) ; le résultat est présenté sur la ligne : "Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession"

Les impacts TPS sur bilan 2005 / CR 2004-2005 / TFT 2004-2005 :

Tableau flux de trésorerie	12/2005	12/2004
Trésorerie d'ouverture	3	3
Activité opérationnelle	34	48
Activité d'investissement	(24)	(7)
Activité de financement	(70)	(41)
Incidence de variation de change et autres		
Trésorerie au 31 décembre	(57)	3

Les actifs et passifs des activités arrêtées ou en cours de cession sont les suivants :

	12/2005
Actifs non courants	
Immobilisations corporelles	46
Immobilisations incorporelles	7
Goodwill	420
Autres actifs non courants	
Impôts différés actif et créances fiscales long terme	4
Actifs courants	
Stocks	30
Clients et autres débiteurs	44
Actif d'impôt (exigible)	(2)
Autres actifs courants	72
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(57)
Instruments financiers (couverture dettes financières en juste valeur)	
Autres actifs financiers courants	
Total rubrique : Actif en cours de cession d'activité	564
Passifs non courants	
Dettes financières long terme	10
Provisions non courantes	
Impôts différés passif et dettes fiscales long terme	1
Passifs courants	
Dettes financières court terme	38
Impôts courants	
Fournisseurs et autres créditeurs	125
Autres passifs courants	176
CBC et soldes créditeurs de banque	
Instruments financiers (couverture dettes financières en juste valeur)	
Autres passifs financiers courants	
Total rubrique : Passif en cours de cession d'activité	350
Total actifs nets cédés C = A - B	214

Les charges et produits des activités arrêtées ou en cours de cession sont les suivants :

	12/2005	12/2004
CHIFFRE D'AFFAIRES	365	348
RESULTAT OPERATIONNEL	17	2
COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	(3)	(3)
Autres produits et charges financiers	1	(2)
Charges d'impôt	(1)	1
RESULTAT DES ACTIVITES ARRETEES OU EN COURS DE CESSION	14	(2)

Convention : 1 unité monétaire locale = x euros

Pays	Unité monétaire	Cours de clôture		Cours moyen annuel	
		31/12/05	31/12/04	31/12/05	31/12/04
<u>EUROPE</u>					
Danemark	Couronne danoise	0,134039	0,134430	0,134183	0,134419
Grande Bretagne	Livre sterling	1,459215	1,418339	1,464040	1,472058
Hongrie	Forint hongrois	0,003955	0,004066	0,004023	0,003990
Pologne	Zloty polonais	0,259067	0,244828	0,248636	0,221370
Tchéquie	Couronne tchèque	0,034483	0,033563	0,032826	0,031354
Roumanie	Nouveau leu roumain	0,271724	0,253872	0,275932	0,247291
Suisse	Franc suisse	0,643045	0,648130	0,646064	0,647819
<u>AMERIQUE DU NORD</u>					
Etats-Unis	Dollar US	0,847673	0,734160	0,807765	0,802472
Canada	Dollar canadien	0,728597	0,609162	0,666800	0,618675
<u>AUTRES</u>					
Maroc	Dirham marocain	0,091672	0,089226	0,090819	0,090685
Thaïlande	Baht thaïlandais	0,020645	0,018816	0,020027	0,019924
Hong Kong	Dollar hong kong	0,109321	0,094446	0,103872	0,103026
Communauté financière africaine	Franc CFA	0,001524	0,001524	0,001524	0,001524
Afrique du Sud	Rand sud africain	0,133973	0,130044	0,126888	0,125909

(PRINCIPALES SOCIETES DU GROUPE)

SOCIETES	VILLE / PAYS	% D'INTERET		% CONTRÔLE DIRECT ET INDIRECT (1)	
		2005	2004	2005	2004
A - TELECOMS / MEDIAS					
1 - TELECOMMUNICATIONS					
GROUPE BOUYGUES TELECOM					
<i>Intégration globale</i>					
BOUYGUES TELECOM S.A. et ses filiales	BOULOGNE-BILLANCOURT	89,55	83,05		
2 - COMMUNICATION					
GROUPE TF1					
<i>Intégration globale</i>					
TELEVISION FRANCAISE 1 S.A.	BOULOGNE-BILLANCOURT	42,93	41,50		
CIBY DROITS AUDIOVISUELS S.A.	d°	42,93	41,50	100,00	100,00
LA CHAINE INFO (L.C.I.) S.C.S.	d°	42,93	41,50	100,00	100,00
TELE SHOPPING S.A.	d°	42,93	41,50	100,00	100,00
TF1 INTERNATIONAL S.A.	d°	42,93	41,50	100,00	100,00
TF1 PUBLICITE S.A.	d°	42,93	41,50	100,00	100,00
TF1 VIDEO S.A.	d°	42,93	41,50	100,00	100,00
UNE MUSIQUE S.A.	d°	42,93	41,50	100,00	100,00
E-TF1	d°	42,93	41,50	100,00	100,00
EUROSPORT ET SES FILIALES	d°	42,93	41,50	100,00	100,00
<i>Intégration proportionnelle</i>					
TELEVISION PAR SATELLITE (TPS) S.N.C	ISSY-LES-MOULINEAUX	28,33	27,39	66,00	66,00
<i>Mise en équivalence</i>					
PUBLICATIONS METRO FRANCE	PARIS	14,72	14,23	34,30	34,30

(1) Si % de contrôle différent du % d'intérêt

SOCIETES	VILLE / PAYS	% D'INTERET		% CONTRÔLE DIRECT ET INDIRECT (1)	
		2005	2004	2005	2004
B - CONSTRUCTION					
1 - BOUYGUES CONSTRUCTION					
GRUPE BOUYGUES CONSTRUCTION					
<i>Intégration globale</i>					
BOUYGUES CONSTRUCTION S.A.	ST-QUENTIN / YVELINES	99,97	99,97		
<u>1.0 - BOUYGUES BATIMENT IDF</u>					
BOUYGUES BATIMENT ILE DE FRANCE S.A.	ST-QUENTIN / YVELINES	99,97	99,97		
<u>FILIALES BATIMENT FRANCE</u>					
BATI RENOV S.A.	ORLY	99,88	99,88		
BREZILLON S.A.	NOYON	99,33	99,33		
SODEARIF S.A.	ST-QUENTIN / YVELINES	99,96	99,96		
<u>1.1 - BOUYGUES BATIMENT INTERNATIONAL</u>					
BOUYGUES BATIMENT INTERNATIONAL S.A.	ST-QUENTIN / YVELINES	99,97	99,97		
<u>FILIALES BATIMENT INTERNATIONAL</u>					
ETRANGER					
BOUYGUES HUNGARIA	BUDAPEST / HONGRIE	99,97	99,97		
BOUYGUES POLSKA	VARSOVIE / POLOGNE	99,97	99,97		
BOUYGUES THAI LTD	BANGKOK / THAILANDE	48,98	48,98		
BYMARO	CASABLANCA / MAROC	99,95	99,95		
DTP SINGAPOUR PTE LTD	SINGAPOUR	99,97	99,97		
<u>1.2 - FILIALES ENTREPRISES FRANCE EUROPE</u>					
DV CONSTRUCTION S.A.	MERIGNAC	99,97	99,97		
GTB BOUYER DUCHEMIN S.A.	NANTES	99,97	99,97		
GFC CONSTRUCTION S.A.	CALUIRE ET CUIRE	99,97	99,97		
NORPAC S.A.	VILLENEUVE D'ASCQ	99,97	99,97		
PERTUY CONSTRUCTION S.A.	MAXEVILLE	99,97	99,97		
QUILLE S.A.	ROUEN	99,97	99,97		
ACIEROID S.A. et ses filiales (Anciennement ACIEROID Espagne)	BARCELONE / ESPAGNE	99,97	99,97		
BOUYGUES UK LTD et ses filiales	LONDRES / ROYAUME-UNI	99,97	99,97		
LOSINGER CONSTRUCTION A.G.	BERNE / SUISSE	99,97	99,97		

(1) Si % de contrôle différent du % d'intérêt

1.3- BOUYGUES TP

BOUYGUES TP S.A.	ST-QUENTIN / YVELINES	99,97	99,97
BASIL READ LTD et ses filiales	JOHANNESBURG / AFRIQUE DU SUD	Cession	70,61
PRADER LOSINGER S.A.	SION / SUISSE	99,64	99,64
PRADER ZURICH	ZURICH / SUISSE	99,90	99,90

1.4- AUTRES FILIALES BY CONSTRUCTION

DTP TERRASSEMENT S.A.	ST-QUENTIN / YVELINES	99,97	99,97
DRAGAGES ET TP (HONG-KONG) LTD	HONG-KONG / CHINE	99,97	99,97
V.S.L. INTERNATIONAL LTD et ses filiales	BERNE / SUISSE	99,88	99,88

1.5 – GROUPE ENTREP. TRANSPORT & DISTRIBUTION D'ELECTRICITE (E.T.D.E.)

E.T.D.E. S.A. et ses filiales régionales	ST-QUENTIN / YVELINES	99,97	99,97
AXIONE et ses filiales	MALAKOFF	99,97	-
E.T.D.E RESEAUX ET COMMUNICATION S.A.	VILLEBON SUR YVETTE	99,97	99,97
EXPRIMM S.A.	ST-QUENTIN / YVELINES	99,97	99,97
GALLET DELAGE SA	KREMLIN-BICETRE	99,97	99,97
MAINGUY S.A.S	VERTOU	99,97	99,97
SERMA S.A.S. et ses filiales	CHAMPGORGUEIL	99,97	99,97
STEFAL et ses filiales	MONTROUGE	99,97	-
TRANSEL S.A.S	ST-QUENTIN / YVELINES	99,97	99,97
DAVID WEBSTER LIGHTING et ses filiales	HERTFORDSHIRE / ROYAUME-UNI	99,97	-
ECOVERT FM	LONDRES / ROYAUME-UNI	99,97	99,97
ICEL MAIDSTONE LTD	SITTINGBOURNE / ROYAUME-UNI	99,97	-
Sté GABONNAISE D'ELECTRIFICATION ET DE CANALISATION (SOGEC)	LIBREVILLE / GABON	84,39	84,39

Mise en équivalence

BOUYGUES BATIMENT

CONSORTIUM STADE DE FRANCE S.A.	LA PLAINE-ST-DENIS	33,32	33,32
---------------------------------	--------------------	-------	-------

BOUYGUES TP

ADELAC SAS	ARCHAMPS	39,19	-
AUTOROUTE DE LIAISON SEINE - SARTHE S.A.	VERSAILLES	33,16	44,83

ETRANGER

AKA HOLDING	BUDAPEST / HONGRIE	25,12	25,12
BINA FINCOM	ZAGREB / CROATIE	50,98	50,98

(1) Si % de contrôle différent du % d'intérêt

SOCIETES	VILLE / PAYS	% D'INTERET		% CONTRÔLE DIRECT ET INDIRECT (1)	
		2005	2004	2005	2004
2 - ROUTES					
GROUPE COLAS					
<i>Intégration globale</i>					
COLAS S.A. et ses filiales régionales (COLAS, SCREG et SACER)	BOULOGNE-BILLANCOURT	96,42	96,27		
GRANDS TRAVAUX OCEAN INDIEN (GTOI) S.A.	LE PORT (REUNION)	96,41	96,26	99,99	99,99
SPAC S.A. et ses filiales	CLICHY	96,41	96,27	100,00	99,99
SECO - RAIL	CHATOU	96,41	96,27	100,00	99,90
SOMARO S.A	CHATOU	96,41	96,27	100,00	99,99
COLAS GUADELOUPE	BAIE MAHAULT	96,41	96,26	100,00	99,99
COLAS MARTINIQUE S.A.	LE LAMENTIN	96,41	96,26	100,00	99,99
SMAC ACIEROID S.A. et ses filiales	BOULOGNE-BILLANCOURT	96,41	96,27	100,00	99,99
ETRANGER					
COLAS HUNGARIA et ses filiales	BUDAPEST / HONGRIE	96,41	96,27	100,00	100,00
COLAS DANMARK	VIRUM / DANEMARK	96,42	96,27	100,00	100,00
COLAS S.A. et ses filiales	LAUSANNE / SUISSE	95,66	95,51	99,22	99,21
COLAS INC et ses filiales	MORRISTOWN NEW JERSEY/ USA	96,42	96,27	100,00	100,00
COLAS MAROC et ses filiales	CASABLANCA / MAROC	96,35	96,20	100,00	99,93
COLAS UK LTD et ses filiales	ROWFANT-CRAKLEY / ROY.UNI	96,42	96,27	100,00	100,00
STRADA	SRODA-WIELKOPOL /. POLOGNE	96,42	56,10	100,00	58,27
Sté ROUTIERE COLAS GABON	LIBREVILLE / GABON	86,67	86,54	89,90	89,89
SCREG BELGIUM et ses filiales	BRUXELLES / BELGIQUE	96,41	96,27	100,00	100,00
<i>Intégration proportionnelle</i>					
CARRIERES ROY S.A.	ST-VARENT	48,19	48,12	49,98	49,98
<i>Mise en équivalence</i>					
COFIROUTE S.A.	SEVRES	16,07	16,05	16,67	16,67

(1) Si % de contrôle différent du % d'intérêt

SOCIETES	VILLE / PAYS	% D'INTERET		% CONTRÔLE DIRECT ET INDIRECT (1)	
		2005	2004	2005	2004
3 - IMMOBILIER					
GRUPE BOUYGUES IMMOBILIER					
<i>Intégration globale</i>					
BOUYGUES IMMOBILIER	BOULOGNE-BILLANCOURT	100,00	100,00		
S.N.C. BOUYGUES IMMOBILIER ENTREPRISES ILE DE FRANCE	BOULOGNE-BILLANCOURT	100,00	100,00		
S.N.C. BOUYGUES IMMOBILIER PARIS	BOULOGNE-BILLANCOURT	100,00	100,00		
S.N.C. BOUYGUES IMMOBILIER EST	STRASBOURG	100,00	100,00		
S.L.C. et ses filiales	LYON	100,00	100,00		
ETRANGER					
PARQUE EMPRESARIAL CRISTALIA S.L.	MADRID / ESPAGNE	100,00	100,00		
S.A. BOUYGUES INMOBILIARIA	MADRID / ESPAGNE	100,00	100,00		
C - FILIALES DIVERSES					
<i>Intégration globale</i>					
FINAGESTION et ses filiales (Afrique)	ST-QUENTIN / YVELINES	100,00	100,00		
BOUYGUES RELAIS S.N.C.	ST-QUENTIN / YVELINES	100,00	100,00		
CHALLENGER S.N.C.	ST-QUENTIN / YVELINES	100,00	100,00		
Sté FRANCAISE DE PARTICIPATION & GESTION (SFPG) S.A et ses filiales	PARIS	99,76	99,76		
ETRANGER					
CHALLENGER REASSURANCE	LUXEMBOURG	99,99	99,99		
UNISERVICE	GENEVE / SUISSE	99,99	99,99		

(1) Si % de contrôle différent du % d'intérêt